NEUVIÈME RAPPORT ANNUEL DU BUREAU DU COMMISSAIRE AUX PLAINTES DU PUBLIC

OFFICE OF THE POLICE
COMPLAINTS COMMISSIONER
157 Bloor Street West
Toronto, Ontario M5S 1P7
(416) 963-3564 – Administration
(416) 963-1141 – Investigations
Toll Free: 1-800-267-5648
Fax (416) 963-3444

BUREAU DU COMMISSAIRE DES
PLAINTES CONTRE LA POLICE
157, rue Bloor ouest
Toronto (Ontario) M5S 1P7
(416) 963-3564 – Administration
(416) 963-1141 – Enquêtes
Composer sans frais le : 1-800-267-5648
Télécopieur : (416) 963-3444

Le 25 juin 1991

Procureur général de l'Ontario
Ministère du Procureur général
720, rue Bay
11e étage
Toronto (Ontario)
M5G 2K1

Solliciteur général de l'Ontario
Ministère du Solliciteur général
25, rue Grosvenor
11e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1Y6

Monsieur le procureur général,
Monsieur le solliciteur général,

Conformément aux paragraphes 3(7) et 3(8) de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto, j'ai le plaisir de vous présenter le neuvième rapport annuel du Bureau du commissaire aux plaintes du public.

Veuillez agréer, Monsieur le procureur général et Monsieur le solliciteur général, l'expression de mes sentiments distingués.

Le commissaire aux plaintes du public,

CLARE LEWIS

/am
p.j.

TABLE DES MATIÈRES

		PAGE
PARTIE I -	SURVOL DU SYSTÈME DE PLAINTE ET EXPANSION DU SYSTÈME	
	MESSAGE DU COMMISSAIRE	1
A.	SURVOL	3
B.	EXPANSION DU SYSTÈME	6
PARTIE II -	RECHERCHE ET STATISTIQUES	
A.	INTRODUCTION	8
B.	DONNÉES DE RECHERCHE	9
	1. L'incident	9
	2. Allégations	10
	3. Blessures	16
	4. Caractéristiques des agents	17
	5. Division de police visée par la plainte	18
	6. Procédure de plainte	21
	a) Dépôt d'une plainte	21
	b) Enquête sur les plaintes	24
	c) Résolutions à l'amiable	25
	d) Retraits	26
	e) Décisions du chef de police	28
	f) Sommaire du règlement des plaintes	32
	7. Révisions du commissaire aux plaintes du public	35
	8. Délai de résolution des plaintes	36
	9. Charge de travail du Bureau du commissaire aux plaintes du public et demandes de révision du commissaire	38

TABLE DES MATIÈRES (suite) PAGE

PARTIE III - AUTRES ACTIVITÉS IMPORTANTES

A. ÉDUCATION ET EXTENSION DES SERVICES - POLICE ET PUBLIC 40

B. PARTICIPATION AU DIALOGUE ENTRE LA POLICE ET LA COMMUNAUTÉ 41

1. Conseil sur les relations interraciales et la surveillance 41

2. Le Groupe de travail du Grand Toronto sur la surveillance dans les communautés urbaines multiculturelles et multiraciales 43

3. Comité du maire de Toronto sur la communauté et les relations interraciales - sous-comité de la surveillance 44

4. Comité sud-asiatique et Commission de police de la communauté urbaine 45

C. INITIATIVES ET ÉCHANGE D'INFORMATION INTERGOUVERNEMENTALE 45

1. Réseau intergouvernemental de relations interraciales 45

2. Comité du procureur général sur les relations interraciales 46

D. PARTICIPATION AU COMITÉ PERMANENT DE LA LÉGISLATURE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE 46

E. L'INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR CIVILIAN OVERSIGHT OF LAW ENFORCEMENT (IACOLE) 47

PARTIE IV - RECOMMANDATIONS À LA COMMISSION DE POLICE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO 50

PARTIE V - COMMISSIONS D'ENQUÊTE 79

A. INTRODUCTION 79

B. DÉCISIONS DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE 81

TABLE DES MATIÈRES (suite) PAGE

ANNEXES

A. Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto

B. Code des infractions

C. Loi de 1990 sur les services policiers, partie VI

LISTE DES TABLEAUX

1. Lieu de l'incident 9

2. Type d'allégation 11

3. Facteur précipitant 14

4. Accusation portée contre le plaignant 15

5. Blessures alléguées par le plaignant 16

6. Grade du policier 18

7. Années de service 18

8. Division où a eu lieu l'incident 19

9. Lieu du dépôt de la plainte 22

10. Délai entre l'incident et la plainte 22

11. Analyse des résolutions à l'amiable 26

12. Raison des retraits 27

13. Mesures disciplinaires prises contre des policiers 31

14. Résolution des plaintes par type d'allégation 34

15. Délai entre la demande de révision et la décision du C.P.P. 37

TABLE DES MATIÈRES (suite) PAGE

LISTE DES DIAGRAMMES

1. La procédure de plainte 7
2. Type d'allégation 12
3. Carte 20
4. Lieu du dépôt de la plainte 23
5. Résolution initiale des plaintes 33
6. Indicateurs de charge de travail 39

1re PARTIE

Survol du système de plaintes;

Expansion du système

MESSAGE DU COMMISSAIRE

La Loi de 1990 sur les services policiers, qui a été adoptée le 28 juin 1990 et est entrée en vigueur le 31 décembre 1990, élargit l'examen civil des plaintes du public concernant la police qui s'applique maintenant à tout l'Ontario et à tous les policiers de l'Ontario. Le commissaire aux plaintes du public s'appelle désormais le commissaire aux plaintes contre la police. Le 31 décembre 1990, j'ai été nommé commissaire aux plaintes contre la police en vertu de la nouvelle loi; sauf quelques modifications, le système provincial est essentiellement le même que celui qui est en vigueur dans la communauté urbaine de Toronto depuis 1981.

Il a fallu nous préparer en 1990 pour l'expansion prévue. Afin de répondre aux exigences de la nouvelle loi, nous avons commencé à aménager des bureaux régionaux à Thunder Bay, Sudbury, Windsor, Peterborough, Ottawa et Mississauga. Les bureaux régionaux sont nécessaires pour donner la chance à quiconque en Ontario de déposer une plainte directement au Bureau du commissaire des plaintes contre la police ainsi qu'à toute division ou tout détachement de la police; pour permettre aux employés des bureaux régionaux de faire un suivi efficace et d'évaluer les plaintes locales ou régionales adressées à mon attention; pour que les questions d'intérêt local et régional soient prises en compte dans le processus décisionnel conformément aux exigences de la loi.

De plus, nous avons mis en oeuvre un programme d'éducation dynamique destiné à tous les policiers de la province. Accompagné des employés cadres, j'ai rencontré les chefs de police, les présidents et les membres des conseils des services policiers, les responsables municipaux et les responsables des associations de policiers pour leur faire connaître les exigences de la nouvelle loi.

Nous avons élaboré un manuel d'enquête pour les bureaux d'enquête aux plaintes du public, des services policiers de la province, et nous avons tenu des ateliers avec les employés de ces bureaux sur la loi et le manuel.

Une brochure bilingue a été préparée et distribuée aux agents de police expliquant leurs droits et leurs responsabilités en vertu de la loi. En outre, une brochure destinée au public est maintenant disponible en français et en anglais, et elle est actuellement traduite en d'autres langues.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le présent rapport est le dernier rapport annuel du commissaire aux plaintes du public traitant uniquement de la police de la communauté urbaine de Toronto. Il me fera plaisir de me familiariser avec les questions touchant la communauté policière de la province et de relever le défi que constitue l'expansion de ce service important à tous les résidents de l'Ontario.

PARTIE I - SURVOL DU SYSTÈME DE PLAINTE

A. SURVOL

Le Bureau du commissaire aux plaintes du public a été mis sur pied en 1981, conformément aux dispositions de la Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981. Cette loi a été remplacée par la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto, promulguée le 21 décembre 1984 et ci-jointe comme annexe A.

L'un des principes fondamentaux du système est que la police a la responsabilité de mener une enquête préliminaire sur les plaintes du public. La vaste majorité des plaintes font l'objet d'une enquête préliminaire par la police. En vertu de la loi, le commissaire peut prendre en main une enquête, à la demande du chef de police, ou lorsque le commissaire a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu un retard indu ou d'autres circonstances exceptionnelles, ou en tout temps après 30 jours ou plus suivant le dépôt de la plainte. Par conséquent, le commissaire a pour fonction principale de contrôler l'enquête de la police, et non de mener l'enquête préliminaire. Une fois que le chef de police a rendu sa décision, le commissaire peut réétudier la plainte et mener une nouvelle enquête, à la demande du plaignant.

Le commissaire est en mesure d'effectuer un contrôle, car il reçoit une copie de toutes les plaintes, dès leur dépôt, de même qu'une copie de tous les rapports d'enquêtes mensuels, dès qu'ils sont terminés. Le commissaire se maintient en communication avec le Bureau d'enquête de la police sur les plaintes du public, en ce qui a trait aux questions générales se rapportant à l'enquête, de même qu'à certains dossiers.

Si le plaignant demande une révision, le commissaire aux plaintes du public peut mener une nouvelle enquête et doit rendre une décision à partir des preuves disponibles. Si le commissaire est d'accord avec la décision du chef de police, il envoie un rapport de révision au plaignant, à l'agent responsable et au chef de police. Qu'il soit d'accord ou non avec la décision du chef de police, le commissaire peut émettre des recommandations pour empêcher que le problème du plaignant ne se répète. Finalement, si le commissaire le croit nécessaire dans l'intérêt du public, il peut référer le cas à une commission d'enquête. Le commissaire n'a aucun autre pouvoir décisionnel dans de tels cas.

Le tribunal d'une commission d'enquête se compose de un ou trois civils, selon la gravité de la plainte. La commission est responsable de tenir une audience relativement à la plainte. L'agent est habituellement représenté par un avocat; le plaignant peut lui aussi se faire représenter. Un avocat représentant le procureur général présente le cas, on appelle les témoins à la

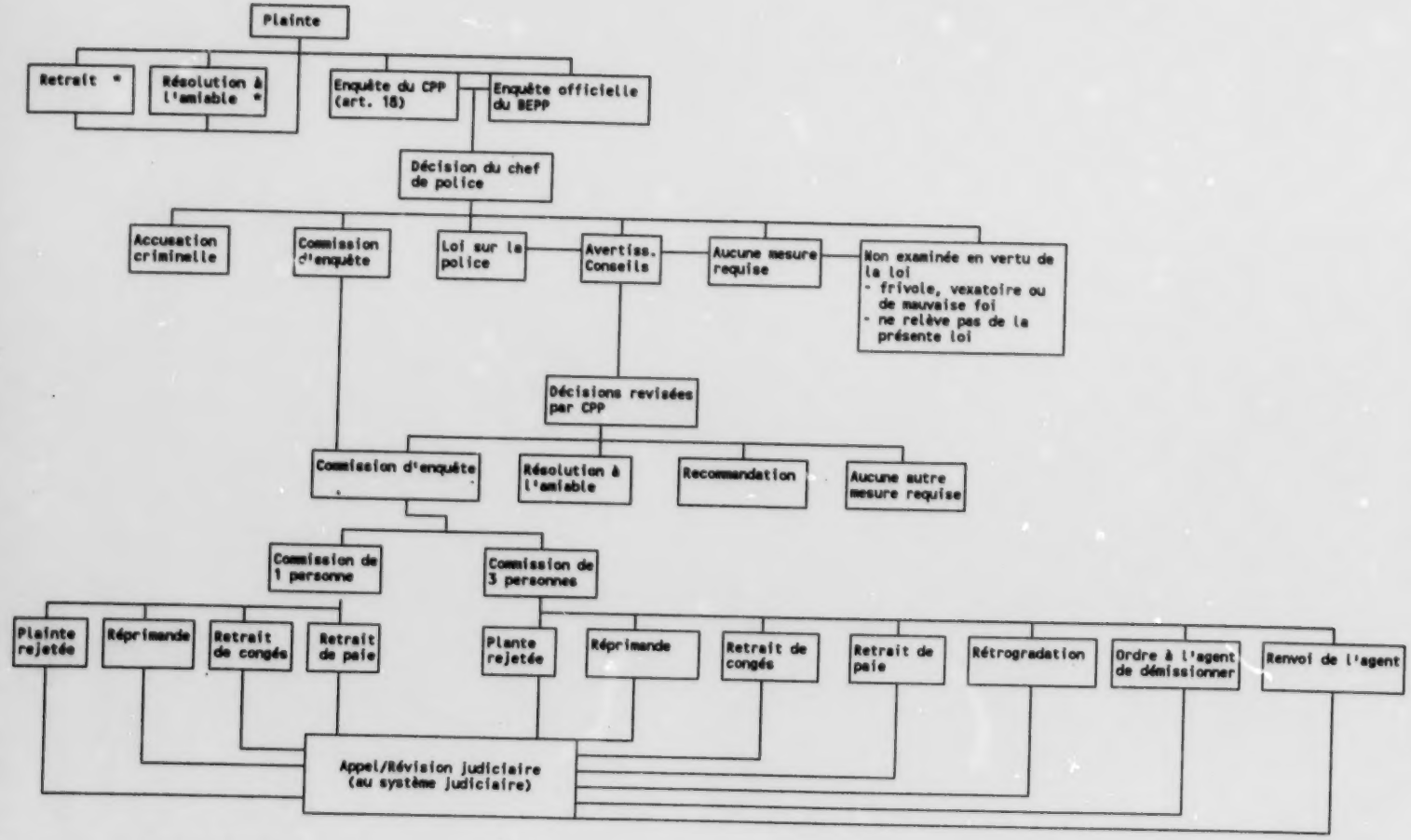
barre, on présente les preuves et on procède aux plaidoiries. En vertu de la loi, l'inconduite doit être prouvée hors de tout doute raisonnable. À la fin de l'audience, la commission rend son verdict. Si l'agent est déclaré coupable d'inconduite, la commission peut prendre des mesures disciplinaires à son égard. La peine peut aller de la réprimande au renvoi.

Le diagramme 1 montre les étapes possibles d'une plainte. Elles sont, en gros, l'enquête de la police et la résolution, la révision du commissaire aux plaintes du public et la commission d'enquête.

À des fins de clarté, le tableau n'inclut que les étapes les plus courantes du système de plaintes.

B. EXPANSION DU SYSTÈME

La Loi de 1990 sur les services policiers est entrée en vigueur le 31 décembre 1990. La 6e partie de cette nouvelle loi incorpore le système de plaintes en usage dans la communauté urbaine de Toronto et élargit la compétence du Bureau du commissaire aux plaintes du public à l'échelle de la province. Le système d'examen civil des plaintes par un commissaire indépendant est étendu à tous les corps de police municipaux, tous les officiers de police dans la province et à la Police provinciale de l'Ontario. La loi change le titre de commissaire aux plaintes du public à commissaire aux plaintes contre la police. Sauf quelques modifications, l'expansion à l'échelle provinciale est fondée sur le système en vigueur pour la communauté urbaine de Toronto.



——————— Domaine relevant de la police

——————— Domaine relevant du commissaire aux plaintes du public

- - - - - - - - - - - - - - Domaine relevant de la commission d'enquête

* Lorsqu'une plainte est retirée ou lorsqu'elle est réglée à l'amiable, le commissaire révise le dossier et, dans certains cas, a le pouvoir d'infirmer le retrait ou la résolution à l'amiable. Dans de tels cas, la plainte poursuit son cheminement dans le système.

2e PARTIE

Recherche et statistiques

PARTIE II - RECHERCHE ET STATISTIQUES

A. INTRODUCTION

Depuis ses débuts, le Bureau du commissaire aux plaintes du public a rapporté et analysé des données tirées de tous les dossiers de plaintes clos, permettant d'examiner la charge de travail dans une perspective statistique. En analysant et en étudiant minutieusement les plaintes, on peut obtenir des suggestions pour l'amélioration de la surveillance en général et des recommandations visant des changements spécifiques. De plus, la recherche permet au commissaire d'évaluer le fonctionnement du processus de plainte.

En 1990, le Bureau du commissaire aux plaintes du public a résolu 650 cas. Un «cas» correspond à un seul plaignant faisant une ou plusieurs allégations fondées sur un seul incident ou une série d'incidents. Un cas est «clos» lorsque toutes les questions ayant trait aux allégations sont résolues. Comme la complexité des cas varie, leur durée varie aussi. Certains cas peuvent être résolus rapidement tandis que d'autres requièrent une enquête approfondie qui peut durer plus d'une année.

B. DONNÉES DE RECHERCHE

1. L'incident

Chaque plainte est issue d'un incident au cours duquel un membre du public a eu des rapports avec la police de la communauté urbaine de Toronto. Le premier incident peut donner lieu à plus d'un rapport, à plus d'un endroit. L'endroit de cet incident est indiqué au tableau 1. Les endroits sont énumérés par fréquence d'occurrence, en commençant par les plus communs. Comme par les années passées, l'endroit le plus commun pour l'incident était la rue (45,6 %), suivie des résidences (18,8 %) et des endroits publics (14,9 %).

TABLEAU 1

Lieu de l'incident	Nombre	Pourcentage
Rue	296	45,6
Résidence	122	18,8
Endroits publics	97	14,9
Locaux de la police	87	13,4
Véhicule de la police	24	3,7
Centre commercial	12	1,8
Cours d'école/parc	12	1,8
TOTAL	650	100,0

2. Allégations

Un seul incident peut donner lieu à plusieurs allégations. La liste des allégations se trouve au tableau 2. La majorité des plaignants (56,2 %) ont fait plus d'une allégation. Il y a eu, au total, 1 254 allégations. Pour chaque cas, seuls les détails des six allégations les plus graves ont été inscrits.

Il y a deux façons d'examiner la répartition des allégations. D'une part, on peut considérer le nombre total d'allégations. Ainsi, les 311 allégations de voies de fait représentent 24,8 % des 1 254 allégations documentées. D'autre part, on peut considérer le nonmbre de cas. Dans ce cas-ci, les 311 allégations de voies de fait représentent 47,9 % des 650 cas. La répartition des pourcentages est indiquée au tableau 2 et au diagramme 2.

Les 22 catégories d'allégations, regroupées en quatre principaux domaines, sont indiquées au tableau 2. L'allégation la plus commune porte sur un comportement non conforme aux procédures de la police (38,8 %). Viennent ensuite la menace ou le mauvais traitement verbal (32,1 %) et les voies de fait/l'usage de force excessive (24,8 %). L'abus d'autorité a été rapporté dans 4,3 % des allégations. On a remarqué que dans 56 ou 8,6 % des cas, il y avait une allégation d'utilisation non appropriée de la matraque. Ces allégations incluaient des voies de fait ou un usage menaçant et non approprié de la matraque. Dans 32 ou 4,9 % des cas, les plaignants ont allégué qu'un agent avait fait un usage non approprié de son arme à feu.

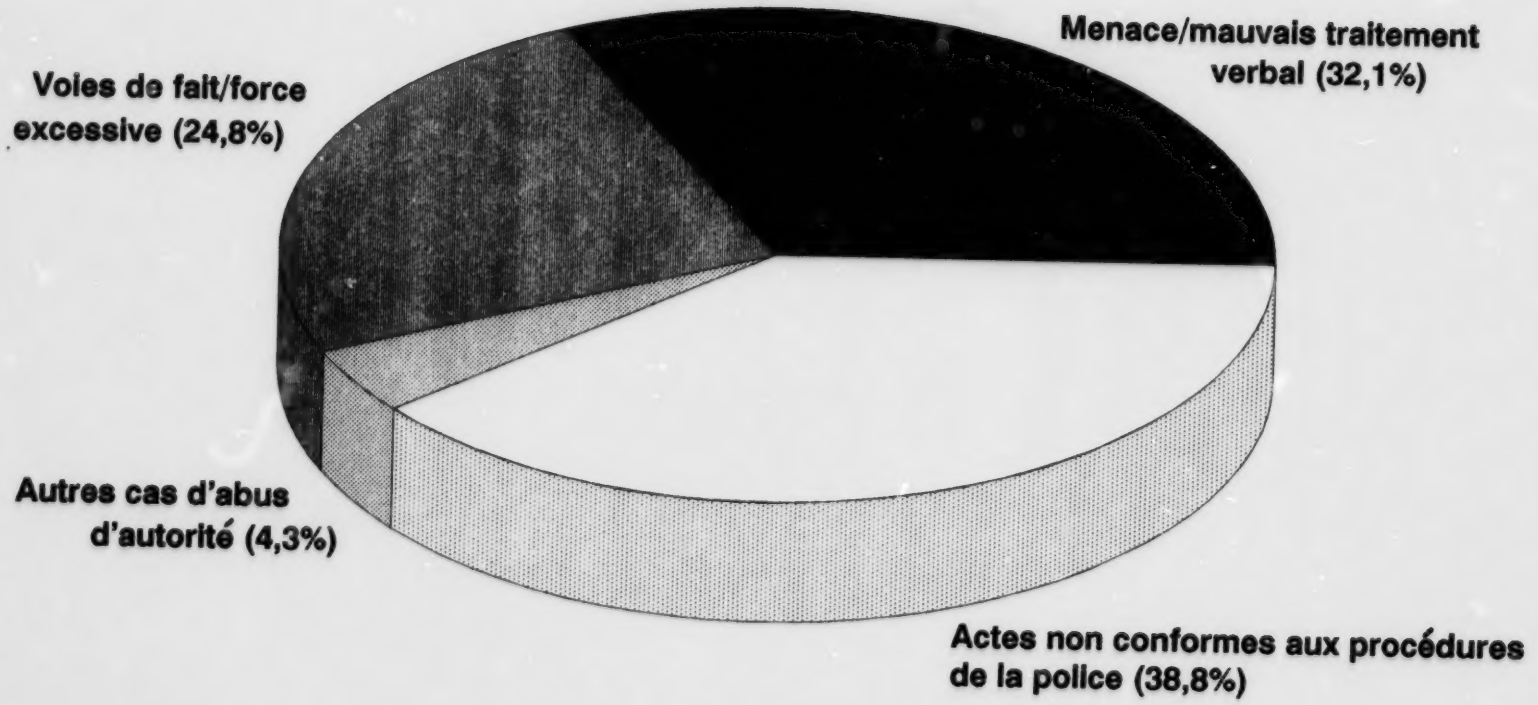
TABLEAU 2

TYPE D'ALLÉGATION

(N^bre de cas - 650)

	Nombre	% d'allégations	% de cas
Comportement non conforme à la procédure policière			
Négligence du devoir	194	15,5	30,0
Fouille/entrée incorrectes	60	4,8	9,2
Endommagement/abus de biens	54	4,3	8,3
Arrestation/détention incorrectes	54	4,3	8,3
Accusation incorrecte	39	3,1	6,0
Manquement à l'identification	37	3,0	5,7
Usage incorrect de discrétion	9	0,7	1,4
Général	39	3,1	6,0
	486	(38,8)	
Menace ou mauvais traitement verbal			
Incivilité/mauvais traitement verbal	265	21,1	40,6
Harcèlement/menace	124	9,9	19,1
Harcèlement/menace perçus	9	0,7	1,4
Harcèlement verbal/menace d'ordre sexuel	5	0,4	0,8
	403	(32,1)	
Voies de fait/force excessive			
Voies de fait causant blessure	199	15,8	30,6
Voies de fait	89	7,1	13,7
Voies de fait contre un détenu	22	1,8	3,4
Agression sexuelle	1	0,1	0,2
	311	(24,8)	
Autres abus d'autorité			
Conduite incorrecte d'un véhicule	16	1,3	2,5
Vol/corruption	15	1,1	2,3
Abus de confiance	10	0,8	1,5
Duperie	6	0,5	0,9
Fausse déclaration sous serment	5	0,4	0,8
Intoxication	2	0,2	0,3
	54	(4,3)	
	1 254	100,0	

Diagramme 2
Type d'allégation



Le commissaire, qui présidait le groupe d'étude sur les relations interraciales et la surveillance en 1989, continue à être particulièrement préoccupé par toute allégation de préjugés ethniques ou raciaux concernant la police. Dans 62 ou 9,5 % des plaintes, il y avait mention d'une allusion à l'ethnie ou à la race. Dans 14 ou 2,2 % des plaintes, il n'y avait pas d'allégation d'une allusion à l'ethnie ou à la race de la part de l'agent, mais les plaignants ont déclaré avoir perçu des motifs raciaux ou ethniques derrière le traitement infligé.

Le commissaire a observé avec intérêt le travail entrepris récemment par le ministère du Solliciteur général pour l'équité d'emploi dans les corps policiers de l'Ontario. De plus, le ministère prépare actuellement une trousse de formation sur les relations interraciales pour les employés de la police, des recrues aux chefs de police, et pour les membres des conseils des services policiers. On s'attend à ce que l'engagement de la police dans ces initiatives aidera la police à relever les défis et reconnaître les nouvelles occasions de surveiller dans notre société en mouvement.

Le Bureau du commissaire aux plaintes du public poursuit ses efforts d'extension des services aux communautés des minorités pour assurer l'accès au système de plainte par tous les membres du public et pour améliorer les relations entre la police et les minorités.

Dans 5 ou 0,8 % des cas, il a été fait mention de commentaires dénigrants concernant l'homosexualité.

En décrivant les allégations, on a noté l'incident même qui a entraîné l'entrée en rapport entre le plaignant et la police. Il importe de se rappeler qu'il s'agit alors des premiers rapports; il peut y en avoir eu d'autres par la suite. L'entrée en rapport avait surtout lieu dans trois cas, soit une enquête criminelle (26,3 %), une enquête sur les accidents de la circulation (24,3 %) et une arrestation (21,7 %). Les autres incidents sont énumérés au tableau 3.

TABLEAU 3

Facteur précipitant	Nombre	Pourcentage
Enquête criminelle	171	26,3
Enquête sur les accidents de la circulation	158	24,3
Arrestation	141	21,7
Incident domestique	29	4,5
Infraction de stationnement	26	4,0
Demande d'identification	10	1,5
Infraction aux règlements municipaux	7	1,1
Litige entre propriétaire et locataire	4	0,6
Autre	21	3,2
Aucun facteur apparent	83	12,8
TOTAL	650	100,0

Dans 285 ou 43,8 % des cas, aucune accusation n'a été portée. La police a porté une accusation contre le plaignant dans 335 ou 51,5 % des cas. Les détails sont présentés au tableau 4. Dans 99,4 % des cas, l'accusation a été portée avant le dépôt de la plainte.

TABLEAU 4

Accusation portée contre le plaignant	Nombre	Pourcentage
Infraction au Code de la route	146	28,3
Entrave à/voies de fait contre la police	83	16,1
Voies de fait	35	6,8
Infraction relative aux stupéfiants	29	5,6
Vol/possession de biens volés	27	5,2
Infraction reliée à la conduite en état d'ébriété	27	5,2
Infraction relative aux armes	23	4,5
Infraction relative à l'alcool	19	3,7
Infraction à un règlement municipal	17	3,2
Infraction contre les biens	15	2,9
Désordre/trouble de la paix publique	13	2,5
Entrée par effraction et infractions connexes	12	2,3
Évasion/violation des conditions de l'ordonnance de probation	10	1,9
Infraction criminelle relative à la conduite d'un véhicule	8	1,6
Vol qualifié avec violence grave/homicide	6	1,2
Méfait public	6	1,2
Autre	40	7,8
TOTAL	516	100,0

3. Blessures

En tout, 216 plaignants (33,2 %) ont allégué avoir été physiquement blessés pendant une confrontation avec la police. Parmi eux, 53 (24,5 %) ont allégué avoir subi plus d'une blessure. Les détails de ces 269 présumées blessures sont fournis au tableau 5. Parmi celles-ci, 69,4 % étaient des coupures et des contusions.

TABLEAU 5

Blessures alléguées par le plaignant	Nombre	Pourcentage
Coupures/contusions	187	69,4
Blessures causées par les menottes	35	13,0
Blessures internes	16	6,0
Fractures	16	6,0
Dents	7	2,6
Aine	4	1,5
Blessures inconnues	4	1,5
TOTAL	269	100,0

À partir des descriptions fournies dans les allégations, des rapports médicaux et des photographies, l'agent de recherche du Bureau a fait une évaluation subjective des blessures, au moyen des critères suivants :

BLESSURES LÉGÈRES : nécessitant peu ou pas de soins médicaux, telles que des égratignures, légers maux de tête, etc.

BLESSURES MOYENNEMENT GRAVES : signes visibles ou identifiables tels que coupures, contusions, etc.

BLESSURES GRAVES : telles que fractures, blessures aux dents et coupures profondes nécessitant des points de suture.

Dans 216 cas où les plaignants alléguaient avoir été blessés, 53 (24,5 %) des blessures étaient considérées légères, 75 (34,7 %) étaient considérées moyennement graves et 29 (13,4 %) étaient graves. Dans 59 (27,3 %) des cas, il était impossible de déterminer la gravité de la blessure. Parmi les plaignants qui alléguaient avoir été blessés, 120 (55,6 %) ont eu recours à un service ou un traitement médical pour leurs blessures.

4. Caractéristiques des agents

La plupart des allégations (88,2 %) mettaient en cause moins de cinq agents. On a recueilli des données précises sur les quatre premiers agents nommés dans chaque plainte. Le grade de ces agents est indiqué au tableau 6. Les deux tiers (66,0 %) des agents nommés dans des plaintes étaient des agents de catégorie Première Classe (habituellement, un agent doit avoir au moins quatre années de service avant de passer en Première Classe). Un peu moins des trois quarts (72,9 %) des agents avaient cinq années ou plus d'expérience dans le corps policier (tableau 7).

TABLEAU 6

Grade du policier	Nombre	Pourcentage
Inspecteur ou supérieur	4	0,4
Sergent-chef	25	2,6
Sergent	80	8,6
Agent de première classe	617	66,0
Agent de deuxième classe	48	5,1
Agent de troisième classe	65	7,0
Agent de quatrième classe	96	10,3
TOTAL	935	100,0

TABLEAU 7

Années de service	Nombre	Pourcentage	
Moins d'une année	47	5,0	
1 à 2	121	12,9	
3 à 4	86	9,2	
5 à 10	182	19,5	
11 à 15	276	29,6	
16 à 20	132	14,1	72,9
Plus de 20 années	91	9,7	
TOTAL	935	100,0	

5. Division de police visée par la plainte

Les divisions de police où les présumés incidents ont eu lieu sont énumérés au tableau 8. La 52e division a fait l'objet du plus grand nombre de plaintes (88, 13,5 %). Cette division est responsable du centre-ville de Toronto. Venait ensuite la 14e division (73, 11,2 %), qui se trouve immédiatement à l'ouest de la 52e division.

TABLEAU 8

Division où a eu lieu l'incident	Nombre	Pourcentage
11	30	4,6
12	13	2,0
13	35	5,4
14	73	11,2
21	13	2,0
22	22	3,4
23	23	3,5
31	42	6,5
32	30	4,6
33	12	1,9
41	36	5,5
42	20	3,1
43	6	0,9
51	60	9,2
52	88	13,5
53	18	2,8
54	25	3,9
55	42	6,5
Unité de circulation centrale	17	2,6
Unité de circulation est	4	0,6
Unité de circulation ouest	4	0,6
Unité de circulation nord	3	0,5
Autre	6	0,9
Inconnue	28	4,3
TOTAL	650	100,0

PCUT 298

Rév. février 1989

limites du district

limites des divisions

postes de la division

LIMITES DES DIVISIONS ET DU DISTRICT DE
LA POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE TORONTO
ET ADRESSES DES POSTES DE POLICE

1988

6. Procédure de plainte

a) Dépôt d'une plainte

Pour déposer une plainte contre la police de la communauté urbaine de Toronto, les membres du public peuvent s'adresser à tout poste de police, au Bureau d'enquête aux plaintes du public, de la police de la communauté urbaine de Toronto, ou au Bureau du commissaire aux plaintes du public, au 157, rue Bloor ouest (en personne ou par téléphone). Dans 44,9 % des cas, la plainte avait été déposée au Bureau du commissaire aux plaintes du public; dans 37,2 % des cas, la plainte a été déposée à un poste de police; dans 12,0 % des cas, au Bureau d'enquête aux plaintes du public. Le reste des plaintes a été fait ailleurs, tel qu'indiqué au tableau 9 (voir aussi le diagramme 3). Plus d'un tiers (37,6 %) des plaintes ont été déposées le jour même de l'incident ou le jour suivant. La plupart des plaintes (82,4 %) ont été déposées au cours du mois suivant l'incident (tableau 10).

TABLEAU 9

Lieu du dépôt de la plainte	Nombre	Pourcentage
Bureau du commissaire aux plaintes du public	292	44,9
Poste de police	242	37,2
Bureau d'enquête sur les plaintes du public	78	12,0
Chef de police	27	4,2
Commissaire de police	4	0,6
Autre	7	1,1
TOTAL	650	100,0

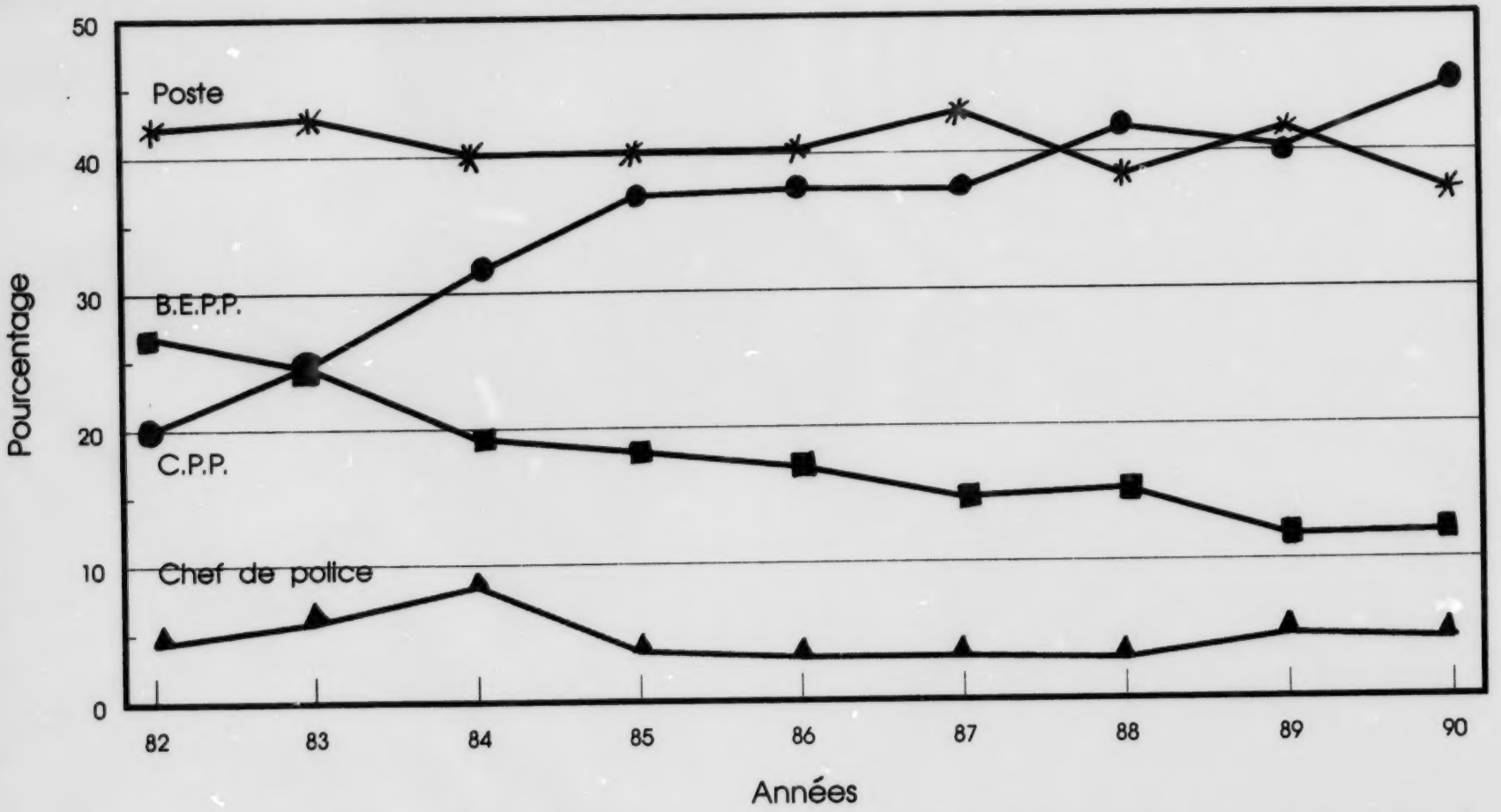
TABLEAU 10

Délai entre l'incident et la plainte	Nombre	Pourcentage
Même jour	150	23,0
Jour suivant	95	14,6
2 à 31 jours	291	44,8
32 à 60 jours	28	4,3
61 à 90 jours	18	2,8
Plus de 90 jours	54	8,3
Non précisé	14	2,2
TOTAL	650	100,0

Diagramme 3

Lieu du dépôt de la plainte

répartition par pourcentages



Seuls les lieux les plus fréquents sont relevés

b) Enquête sur les plaintes

La plupart des plaintes font d'abord l'objet d'une enquête par le Bureau d'enquête aux plaintes du public, de la police de la communauté urbaine de Toronto. Ce Bureau est dirigé par un inspecteur en chef et doté de sergents-chefs et de sergents, chargés de la responsabilité exclusive d'enquêter sur les plaintes du public. Le commissaire aux plaintes du public a pour devoir légal de contrôler l'enquête préliminaire. À l'occasion, le commissaire peut entreprendre l'enquête préliminaire d'une plainte ou s'occuper d'une enquête commencée par le Bureau d'enquête aux plaintes du public.

Le personnel civil du Bureau du commissaire aux plaintes du public peut mener l'enquête préliminaire sur une plainte dans trois circonstances, à savoir : à la demande du chef de police; lorsqu'il y a un retard indu ou que d'autres circonstances exceptionnelles sont intervenues durant l'enquête de la police; après la réception du premier rapport provisoire du Bureau d'enquête aux plaintes du public ou après l'expiration du délai de 30 jours après le dépôt de la plainte. En 1990, le Bureau du commissaire aux plaintes du public a mené 44 enquêtes préliminaires.

Que l'enquête soit menée par le Bureau d'enquête aux plaintes du public ou le Bureau du commissaire aux plaintes du public, c'est le chef de police qui décide d'abord si des mesures disciplinaires sont justifiées, une fois l'enquête terminée.

c) Résolutions à l'amiable

Dans 45 cas, les plaintes ont été résolues de façon informelle. Il y a résolution à l'amiable d'une plainte si le plaignant et l'agent visé signent un accord écrit de résolution. Les raisons fournies pour la résolution à l'amiable sont indiquées au tableau 11. Dans 34 cas, la résolution à l'amiable a été mise en effet lorsque l'agent a admis sa faute, s'est excusé ou a expliqué ses actions d'une manière satisfaisante pour le plaignant.

Dans 8 cas, les résolutions à l'amiable ont donné lieu à des mesures disciplinaires. Dans 3 cas, les agents ont reçu des conseils ou un avertissement et dans 4 cas, les supérieurs ont donné des suggestions aux agents ou se sont entretenus avec eux. Dans les autres cas, on a déduit 12 heures des congés accumulés par l'agent.

TABLEAU 11

Analyse des résolutions à l'amiable	Nombre	Pourcentage
L'agent a admis l'allégation, s'est excusé ou a expliqué ses actions	34	75,6
Les supérieurs se sont entretenus avec l'agent/lui ont fait des suggestions	4	8,9
L'agent a reçu des conseils/ un avertissement	3	6,7
Le plaignant a avoué s'être trompé	2	4,4
Le plaignant était satisfait d'avoir porté l'incident à l'attention du corps policier	1	2,2
Douze heures ont été déduites des congés accumulés	1	2,2
TOTAL	45	100,0

d) Retraits

Dans 237 cas, les plaignants ont retiré leur plainte. Ceci représente 36,5 % des cas résolus en 1990. Au total, 66 plaignants ont dit avoir retiré leur plainte suite à des conseils juridiques. Dans 21 autres cas, les plaignants ont dit avoir retiré leur plainte parce que leur intention était de faire connaître l'incident ou de le faire inscrire aux dossiers, plutôt que de poursuivre l'enquête. Trente-cinq plaignants ont indiqué avoir retiré leur plainte pour des raisons personnelles. Vingt retraits de plainte ont été attribués à l'aveu d'une erreur de la part du

plaignant. En général, le plaignant attribuait cette erreur au fait qu'il était intoxiqué au moment de l'incident, de sorte qu'il lui était impossible de se souvenir clairement de ce qui s'était passé. Dans 23 autres cas, aucune raison n'était fournie pour le retrait de la plainte. Les 54 autres plaintes ont été retirées pour diverses raisons. Une liste complète des raisons des retraits se trouve au tableau 12.

Le Bureau continue à contrôler tous les retraits de plainte et à se renseigner auprès des plaignants sur la raison du retrait, afin de s'assurer qu'il n'est pas dû à un malentendu, à une menace ou à d'autres moyens de pression inacceptables.

TABLEAU 12

Raison des retraits	Nombre	Pourcentage
Conseils juridiques	66	27,8
Raisons personnelles	35	14,8
Non indiquée	23	9,7
Le plaignant voulait porter l'incident à l'attention des supérieurs	21	8,9
Le plaignant a avoué s'être trompé	20	8,4
Le tribunal s'est occupé des préoccupations du plaignant	18	7,6
Autre	54	22,8
TOTAL	237	100,0

e) Décisions du chef de police

Dans 368 des plaintes (56,6 % des cas résolus en 1990) qui n'ont été ni retirées, ni résolues de façon informelle, une enquête a été entreprise par le Bureau d'enquête aux plaintes du public ou le Bureau du commissaire aux plaintes du public. Au cours de l'enquête, on envoie des rapports d'enquête aux 30 jours, à toutes les parties en cause, y compris le plaignant, l'agent visé et le Bureau du commissaire aux plaintes du public ou le chef de police, selon le cas. Que l'enquête soit menée par le Bureau d'enquête aux plaintes du public ou le Bureau du commissaire aux plaintes du public, le dossier, une fois terminé, est remis au chef de police ou à son suppléant, pour la prise de décision.

Dans 100 (15,4 %) des cas, le chef de police a décidé que la plainte ne serait pas examinée en vertu de la loi. Dans 78 de ces cas, le chef de police était d'avis que la plainte était frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi. Dans les 22 autres cas, le chef de police a conclu que la plainte ne relevait pas de la loi.

Le commissaire est préoccupé par le nombre de cas qui, d'après le chef de police, ne relèvent pas de la loi. Dans un certain nombre de ces cas, il était clair que même s'il y avait insuffisamment de preuves à l'appui de la plainte, les allégations relevaient néanmoins de la loi puisque, si elles avaient été

prouvées, elles auraient constitué de l'inconduite. La façon dont la police interprète le pouvoir de déclarer une plainte non juridictionnelle est une préoccupation constante du commissaire. Toutefois, la partie IV de la Loi de 1990 sur les services policiers qui a remplacé la loi de 1984 en vigueur dans l'année de rapport 1990, a résolu cette question pour l'avenir en retirant l'autorité d'un chef de police de décider qu'une plainte ne relève pas de la loi.

Dans la plupart de ces cas (351 ou 95,4 %), le chef de police a conclu qu'aucune autre action n'était justifiée. Dans 194 de ces cas, le chef de police a déclaré qu'il y avait insuffisamment de preuves pour prouver l'inconduite hors de tout doute raisonnable. Dans 42 autres cas, le chef de police a indiqué que l'agent avait agi conformément aux procédures policières. Dans 15 cas, le chef de police a conclu que les preuves soutenaient la version des faits fournie par l'agent. Dans deux cas, le chef de police a offert des excuses, mais n'a entrepris aucune autre action.

Dans un total de 25 cas, certaines mesures disciplinaires ont été imposées aux policiers accusés. Huit de ces cas ont été réglés à l'amiable, alors que 17 ont été résolus officiellement, suite à une enquête complète. (La répartition des mesures disciplinaires imposées par le chef de police se trouve au tableau 13.) Dans ces circonstances, le chef de police pouvait choisir parmi les mesures disciplinaires suivantes :

Entretien avec l'agent/suggestions : Sans juger si l'allégation est fondée, un officier supérieur discute de façon informelle du cas avec l'agent visé et suggère de meilleures façons de remédier à une telle situation.

Conseils : Un officier supérieur reconnaît que l'allégation est fondée, mais aussi que la conduite était non intentionnelle ou due à l'inexpérience. Une mention de conseils est inscrite au dossier de l'agent, au quartier général.

Avertissement : Comme pour les conseils ci-dessus. De plus, l'agent est averti que toute autre inconduite donnera lieu à des accusations en vertu de la Loi sur la police.

Accusation en vertu de la Loi sur la police : Le chef de police peut porter des accusations contre l'agent en vertu de la Loi sur la police. Dans un tel cas, on convoque un tribunal disciplinaire interne. L'inconduite doit être prouvée hors de tout doute raisonnable. Des pénalités d'emploi peuvent être imposées.

Commission d'enquête : Le chef de police peut référer le cas à une audience publique devant une commission d'enquête civile, en vertu de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto. L'inconduite doit être prouvée hors de tout doute raisonnable et des pénalités d'emploi peuvent être imposées.

Accusation portée en vertu du Code criminel : Le chef de police peut faire porter des accusations contre l'agent visé et renvoyer le dossier à un procureur de la Couronne pour des poursuites.

Dans les 17 cas où des mesures disciplinaires ont été imposées après une enquête complète, le commandant de l'unité a imposé des mesures disciplinaires dans trois cas. Dans un cas, l'agent a été réprimandé; dans un autre, on lui a retiré deux jours de congé. Dans un troisième cas, l'agent a été réprimandé et s'est vu retirer deux jours de congé. Le chef de police a conseillé l'agent dans sept cas, a donné des conseils à l'agent dans un cas et a donné des avertissements et des conseils à l'agent dans un autre. Dans un cas, le chef de police a demandé une commission d'enquête. Dans quatre cas, le chef de police a décidé de porter des accusations en

vertu de la Loi sur la police. Dans trois de ces cas, on leur a retiré des jours de congé. Dans le reste des cas, l'agent a démissionné et n'était plus assujetti aux termes de la Loi sur la police.

En 1990, on a réglé au total 11 cas d'accusations criminelles portées contre des agents. Dans trois cas, les accusations ont été rejetées, dans huit autres cas, elles ont été retirées.

TABLEAU 13

Mesures disciplinaires prises contre des policiers

Mode de résolution

Action	Informelle	Officielle	Total
Entretien avec l'agent/ suggestions	4	-	4
Conseils ou avertissement	3	9	12
Commission d'enquête	-	1	1
Accusation en vertu de la Loi sur la police	-	4	4
Mesures disciplinaires au niveau du commandant d'unité	1	3	4
TOTAL	8	17	25

f) Sommaire du règlement des plaintes

Au total, en 1990, 650 plaintes ont été réglées comme suit :

RETRAITS - 237

RÉSOLUTIONS INFORMELLES - 45

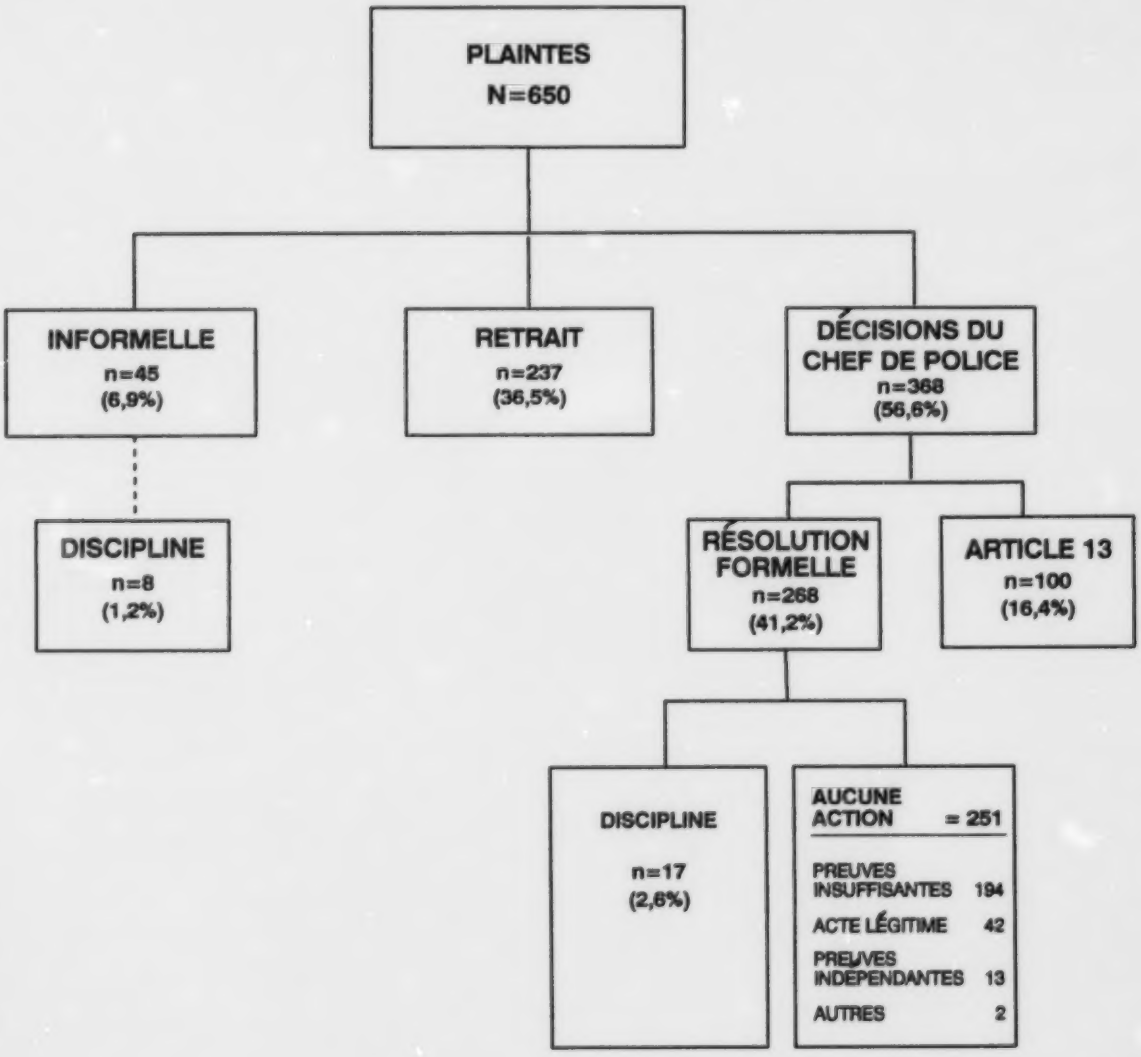
DÉCISIONS DU CHEF DE POLICE - 368

(voir diagramme 4)

On a effectué une analyse comparative entre les types d'allégation et le mode de résolution (tableau 14). La principale différence remarquée était que dans le cas des plaintes résolues de façon informelle, les allégations de voies de fait étaient plus rares. Il n'y avait aucune autre différence pertinente.

DIAGRAMME 4

RÉSOLUTION INITIALE DES PLAINTES



Note: Les pourcentages sont relatifs au nombre TOTAL de plaintes

Tableau 14

RÉSOLUTION DES PLAINTES PAR TYPE D'ALLÉGATION

ALLÉGATION	INFORMELLE		RETRAIT		FORMELLE		ARTICLE 13		TOTAL	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Voies de fait/ force excessive	9	12,0	137	31,2	118	20,7	47	27,6	311	24,8
Menace, mauvais traitement verbal	31	41,3	119	27,1	205	36,0	48	28,2	403	32,1
Comportement non conforme à la procedure policière	35	46,7	159	36,2	226	39,6	66	38,8	486	38,8
Autre abus d'autorité	0	0,0	24	5,5	21	3,7	9	5,3	54	4,3
NOMBRE TOTAL D'ALLÉGATIONS	75	100,0	439	100,0	570	100,0	170	99,9	1254	100,0
MOYENNE D'ALLÉGATIONS PAR PLAINTE	1,7		1,9		2,1		1,7		1,9	

7. Révisions du commissaire aux plaintes du public

Si le plaignant est insatisfait de la décision rendue par le chef de police, notamment dans le cas où une plainte est dite frivole ou ne relevant pas de la loi, il a le droit de demander une révision par le Bureau du commissaire aux plaintes du public. Cependant, le commissaire n'a aucune compétence en vertu de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto pour entreprendre une révision. En vertu de la Loi de 1990 sur les services policiers, le commissaire a reçu le pouvoir d'instituer une révision, même si le plaignant n'en a pas fait la demande.

En 1990, on a réglé 72 demandes de révision présentées par des plaignants. Dans 45 cas ayant fait l'objet d'une révision, le commissaire a accepté de ne pas poursuivre l'action. Dans quatre cas, le commissaire a décidé que la tenue d'une audience n'était pas dans l'intérêt du public. Dans 16 cas, la personne qui a demandé une révision a retiré sa plainte avant la fin de la révision. Dans trois cas, le commissaire est parvenu à une résolution informelle de la plainte. Dans deux cas, la commission d'enquête a rendu son rapport. Deux cas résolus ont donné lieu à des recommandations officielles. De plus, un cas qui n'est pas encore réglé (une commission d'enquête a été convoquée mais n'est pas terminée) a ouvert la voie aux recommandations en 1990. En tout, 14 commissions d'enquête ont été convoquées en 1990 et un

agent a interjeté appel d'une décision rendue en vertu de la Loi sur la police. (Une section sur les commissions d'enquête se trouve à la partie V du présent rapport.)

8. Délai de résolution des plaintes

Le délai de résolution pour chacune des plaintes a été consigné.

Le nombre de jours entre le dépôt de la plainte et la décision du chef de police était en moyenne de 284 jours.

Le nombre de jours entre la demande de révision par le plaignant et la décision du commissaire aux plaintes du public était en moyenne de 191 jours. Le tableau 15 fait état de ces chiffres.

TABLEAU 15

Délai entre la demande de révision et la décision du C.P.P.	Nombre	Pourcentage
1 à 30 jours	4	5,6
31 à 60 jours	8	11,1
61 à 90 jours	11	15,3
91 à 120 jours	7	9,7
121 à 150 jours	8	11,1
151 à 180 jours	4	5,6
181 à 270 jours	10	13,9
271 à 360 jours	11	15,3
Plus de 360 jours	9	12,4
TOTAL	72	100,0

9. Charge de travail du Bureau du commissaire aux plaintes du public et demandes de révision du commissaire

On recueille des données sur les activités du Bureau du commissaire aux plaintes du public depuis 1982. Le Bureau a principalement des rapports avec le public à deux moments : au dépôt de la plainte initiale et à la révision de la décision de la police.

Sur le total des plaintes déposées, le pourcentage d'entre elles qui ont été déposées au Bureau du commissaire aux plaintes du public est passé de 122 en 1982 à 292 en 1990.

Les demandes de révision sont passées de 17 en 1982 à 90 en 1990.

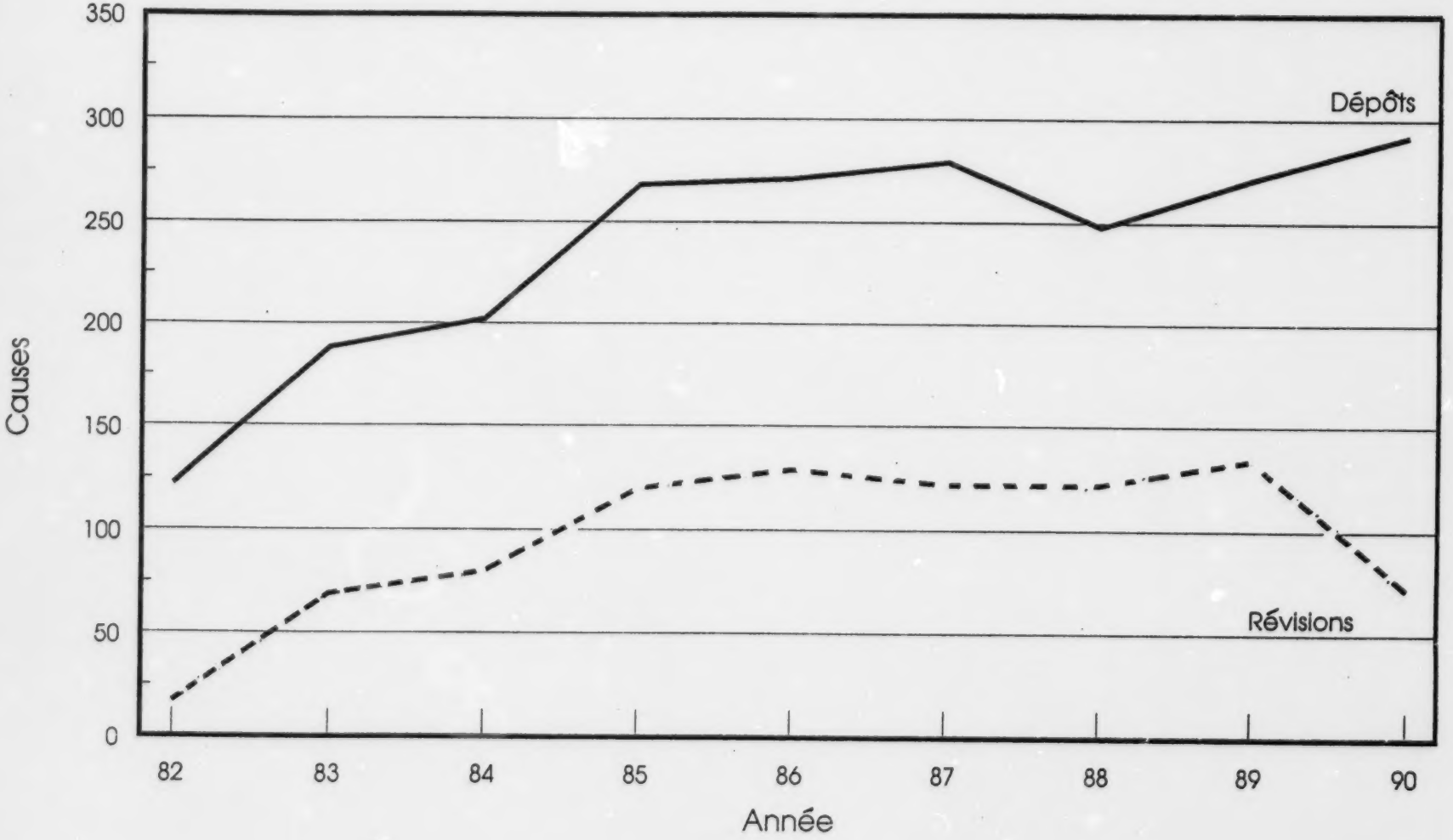
Ces augmentations sont présentées en graphique au diagramme 5.

Comme l'indiquent les données ci-dessus, la demande pour les services du Bureau du commissaire aux plaintes du public s'est accrue considérablement au sein du public depuis la mise sur pied de ce bureau.

Diagramme 5

Indicateurs de charge de travail

Commissaire aux plaintes du public



3e PARTIE

Autres activités importantes

PARTIE III - AUTRES ACTIVITÉS IMPORTANTES

A. ÉDUCATION ET EXTENSION DES SERVICES - POLICE ET PUBLIC

En 1990, comme dans les années précédentes, le personnel du Bureau du commissaire aux plaintes du public a visité les collèges de police pour participer à des séances de formation sur les lois régissant les plaintes et leurs répercussions. Ces réunions d'éducation ont donné lieu à des dialogues sans formalités entre les membres des corps policiers.

Les efforts d'éducation et de consultations auprès du public se sont poursuivis au cours de l'année. Des conférences ont eu lieu dans les facultés de droit et dans les classes du secondaire, et le commissaire a traité du système dans des entrevues avec les médias. Le Bureau a continué de faire des efforts particuliers pour fournir des renseignements aux minorités et tout spécialement aux jeunes de ces groupes. Les employés du Bureau du commissaire ont assisté à des réunions régulières du Jane/Finch Concerned Citizens, un organisme de la ville orienté vers les jeunes et les parents. Ils ont également assisté à des réunions de la Toronto Aboriginal Social Service Association, du feu du conseil et du Native Women's Resource Centre, en plus de parler à une conférence parrainée par l'Ontario Native Council on Justice à Thunder Bay. Ils ont aussi participé à un atelier sur les relations interraciales et la police au centre communautaire Regent Park.

Des représentants du service juridique et des enquêtes du Bureau du commissaire aux plaintes du public se sont rendus à la prison Don Jail pour s'adresser aux détenus. Ils ont rencontré les membres du groupe «RAP», dirigé par deux avocats et dont font partie, à tout moment donné, environ 20 détenus de cette prison.

B. PARTICIPATION AU DIALOGUE ENTRE LA POLICE ET LA COMMUNAUTÉ

Une partie du mandat du Bureau du commissaire aux plaintes du public consiste à essayer de prévenir ou d'éviter que ne se multiplient les situations de malentendus ou d'hostilité entre la police et la communauté. En vue d'atteindre cet objectif, le personnel du commissaire aux plaintes du public s'est joint à divers groupes préoccupés par les questions auxquelles font face la police de la communauté urbaine de Toronto, ainsi que les communautés de Toronto et des régions environnantes.

1. Conseil sur les relations interraciales et la surveillance

Le Conseil sur les relations interraciales et la surveillance est une collaboration entre la police de la communauté urbaine de Toronto et les représentants des établissements gouvernementaux, organismes communautaires et particuliers qui s'intéressent aux questions ayant trait aux relations interraciales et à la surveillance. L'organisme a été fondé en 1976 et a notamment pour mandat d'amener les groupes et les personnes susmentionnées à discuter des

questions d'intérêt mutuel. Il vise aussi à offrir des conseils à d'autres comités sur les relations interraciales et la surveillance en élaborant des programmes et des stratégies de résolution conjointe des problèmes avec la police, en mettant sur pied des programmes d'éducation du public, et en documentant et en analysant les tendances et les antécédents dans le domaine des relations interraciales et de la police. Le Bureau du commissaire aux plaintes du public est représenté au conseil depuis 1982 et le personnel du Bureau participe activement aux travaux de divers sous-comités.

Projets entrepris par le conseil :

- une soumission à la Commission de police de la communauté urbaine de Toronto concernant l'équité d'emploi pour les minorités raciales au sein de la police de la communauté urbaine de Toronto;
- une soumission au Comité permanent sur l'administration de la justice de la législature de l'Ontario concernant la Loi de 1990 sur les services policiers;
- un atelier de deux jours sur les femmes battues et les agressions sexuelles;
- ateliers pour les jeunes à la Vietnamese Association of Toronto et dans les environs de Regent Park;
- un colloque international sur la formation interculturelle pour les membres de la police.

2. Le Groupe de travail du Grand Toronto sur la surveillance dans les communautés urbaines multiculturelles et multiraciales

Ce groupe de travail a été formé en 1984 pour répondre à des problèmes de surveillance issus de l'augmentation de la pluralité de notre société. Le Groupe de travail se compose de représentants des corps policiers de Hamilton-Wenworth, de la région de Durham, de la région de Halton, de la communauté urbaine de Toronto, de la région de Peel et de la région de York, de la Police provinciale de l'Ontario, de la Gendarmerie royale du Canada, de divers comités et paliers de gouvernement et de particuliers ayant de l'expertise dans les domaines des relations interraciales et ethniques et de la communication interculturelle. Le Bureau du commissaire aux plaintes du public est représenté auprès du groupe de travail depuis sa création et ses employés sont actuellement membres du comité de direction et participent activement aux travaux des sous-comités.

Après avoir rédigé des rapports contenant des plans d'action détaillés sur des sujets comme l'équité d'emploi dans le recrutement et l'engagement de policiers, la formation interculturelle des policiers et les activités de liaison entre la communauté et la police, le Groupe de travail s'est demandé cette année s'il devait mettre un terme à ses activités. Comme il semble unique tant sur le plan de sa composition (agents supérieurs représentant divers corps

policiers, de nombreux représentants de la communauté) que sur celui de la nature de ses idées, qui sont en général bien acceptées, le groupe a décidé d'entreprendre d'autres projets. Le sujet du projet de 1990-1991 est la gestion de crises et la médiation de conflits dans des contextes multiraciaux et multiculturels.

3. Comité du maire de Toronto sur la communauté et les relations interraciales - sous-comité de la surveillance

Le Comité du maire de Toronto sur la communauté et les relations interraciales a été institué en 1981 par le Conseil de la ville de Toronto pour promouvoir la compréhension et le respect entre les divers groupes raciaux, culturels, ethniques et religieux de Toronto. En août 1988, le comité a ravivé son sous-comité sur la surveillance qui siège régulièrement et rend compte de ses activités, à tous les mois, à l'ensemble du comité du maire.

Les projets entrepris en 1990 comprenaient un dossier pour le Comité permanent sur l'administration de la justice concernant la Loi de 1990 sur les services policiers proposée et une réunion avec le solliciteur général pour discuter des questions touchant l'équité d'emploi et la mise en oeuvre des recommandations du Groupe de travail sur les relations interraciales et la surveillance, qui avait été présidé par le commissaire aux plaintes du public.

4. Comité sud-asiatique et Commission de police de la communauté urbaine

Au début de 1990, un représentant du Bureau du commissaire a été invité à assister à une des réunions régulières tenues entre les membres de la communauté sud-asiatique et la Commission de police de la communauté urbaine. L'échange s'est avéré fructueux et le commissaire s'est assuré que ses employés assistent régulièrement aux réunions. En plus du système de plaintes, le comité a discuté de sujets comme la surveillance dans la communauté, le recrutement pour l'extension des services, la formation sur les relations interraciales et l'équité d'emploi.

C. INITIATIVES ET ÉCHANGE D'INFORMATION INTERGOUVERNEMENTALE

1. Réseau intergouvernemental de relations interraciales

Le Réseau intergouvernemental de relations interraciales, établi en juin 1988, a un comité formé de professionnels des relations interraciales au sein des gouvernements fédéral et provincial et des administrations locales qui se rencontrent régulièrement pour échanger de l'information et élaborer des stratégies et des procédures permettant de faire face aux questions raciales actuelles. Son mandat est d'amener les organismes gouvernementaux à ne pas dédoubler leurs efforts et à améliorer leur rendement en échangeant des renseignements,

en partageant des expériences et en collaborant au règlement des problèmes et au dépistage des problèmes possibles.

En 1990, ce groupe s'est concentré sur les stratégies d'intervention en cas de crise.

2. Comité du procureur général sur les relations interraciales

En 1989, le Comité du procureur général sur les relations interraciales a chargé des experts conseils d'examiner les services du ministère afin de déterminer si ses politiques et ses activités répondent aux besoins d'un public multiracial et multiculturel. En 1990, le Comité a étendu son examen des politiques et des pratiques aux organismes, conseils et commissions du ministère. Il a également amorcé la mise en oeuvre des recommandations des experts conseils, dont l'établissement d'un sous-comité de formation.

D. PARTICIPATION AU COMITÉ PERMANENT DE LA LÉGISLATURE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Le commissaire a été invité à parler de la nouvelle Loi de 1990 sur les services policiers (projet de loi 107) et des recommandations de 1989 du Groupe de travail sur les relations interraciales et la surveillance devant le Comité permanent de la législature de l'Ontario sur l'administration de la justice.

En réponse aux questions du Comité, le commissaire a confirmé que ce ne sont pas toutes les recommandations du Groupe de travail qui ont été mises en oeuvre. Toutefois, il a fait remarquer que certaines des principales recommandations seraient prises en considération dans les dispositions du projet de loi 107, que certaines devaient être modifiées par les règlements d'application de la Loi de 1990 sur les services policiers et que d'autres avaient été mises en oeuvre dans le cadre d'autres initiatives du gouvernement.

Le Comité a discuté de la nécessité d'apporter un changement général dans la surveillance du point de vue des minorités visibles. Le commissaire a confirmé que le Groupe de travail, sans mettre au jour des cas de racisme flagrant dans la surveillance, avait constaté que la police percevait différemment les minorités visibles de la population en général et qu'il était essentiel de reconnaître ce problème pour améliorer les relations entre les minorités visibles et la police.

E. L'INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR CIVILIAN OVERSIGHT OF LAW ENFORCEMENT (IACOLE)

Cette association, présidé par le commissaire aux plaintes du public de 1987 à 1989, a été fondée en 1985. Cette organisation offre une tribune d'échanges internationaux à ceux dont le travail est directement lié à la surveillance

civile de l'application de la loi ou qui s'intéressent à la question. Ces échanges ont pour but d'encourager et de fortifier les organismes gouvernementaux responsables d'examiner et de donner leur avis sur les plaintes du public ayant trait à l'inconduite de policiers. Des conférences internationales de l'IACOLE ont donné lieu à des discussions et à des débats entre les membres d'organismes de surveillance civile, des cadres de la police, des représentants élus du gouvernement, des représentants d'associations de police, des administrateurs gouvernementaux, des défenseurs des droits et des libertés civiles, des avocats et des experts en justice criminelle venant des quatre coins du monde.

Les membres de l'association sont divisés en deux catégories : les membres et les membres associés. Les membres sont définis comme «des personnes qui ne sont pas des agents d'application de la loi assermentés, mais qui travaillent pour des organismes établis par une autorité législative pour enquêter ou réviser les plaintes portées contre les responsables de l'application de la loi.» Les membres ont le droit de vote lors des réunions de l'association et peuvent avoir des fonctions d'agents. Les membres associés sont définis comme «des personnes s'intéressant à la surveillance de l'application de la loi.» Ils ont le droit de participer à toutes les activités de l'association, mais n'ont pas le droit de vote et ne peuvent avoir des fonctions d'agents.

Le commissaire aux plaintes du public siège actuellement au conseil d'administration de l'IACOLE, à titre d'ancien président.

Lors de la réunion annuelle de 1990 du conseil de l'IACOLE tenue à Ottawa, les membres de la commission de police de Calgary étaient présents et ont cherché à obtenir des conseils concernant l'examen de leur système de plaintes de la police. Le commissaire aux plaintes contre la police a par la suite été invité à Calgary pour une consultation plus approfondie et s'y est rendu.

En septembre 1990, le commissaire a assisté à la sixième conférence annuelle de l'IACOLE à Washington, D.C. Des représentants du Canada, des États-Unis, du Mexique, de l'Australie, de l'Irlande, de l'Angleterre, de Hong Kong, de France, de Nouvelle-Zélande, de l'Inde et des Philippines étaient présents. Le thème de la conférence était «Perspectives internationales sur l'examen de la conduite des policiers : priorités pour les années 90». Les discussions ont porté sur l'examen comparé des modèles, la résolution des plaintes par la conciliation, la gestion en cas de crise et la façon de mesurer l'efficacité de la surveillance civile.

4e PARTIE

Recommendations à la

Commission de police

de la communauté urbaine de Toronto

Partie IV RECOMMANDATIONS À LA COMMISSION DE POLICE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

En vertu de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto, le commissaire a le droit de faire des recommandations officielles visant à prévenir les situations ayant donné lieu à des plaintes. Aux termes de l'article 21 de la loi, le commissaire peut faire des recommandations à la Commission de police de la communauté urbaine de Toronto lorsque le commissaire est d'avis qu'une pratique ou une procédure de la police, ou une loi influant sur la résolution ou la prévention des plaintes, devrait être modifiée ou mise en vigueur. Le pouvoir de recommandation s'est avéré un outil très utile pour apporter des changements dans les cas où il ne serait pas approprié de créer une commission d'enquête pour des allégations spécifiques, mais où il ne serait pas non plus approprié de ne rien faire. Il est aussi possible de faire des recommandations lorsqu'une commission d'enquête a été convoquée.

En 1990, le commissaire a fait 25 recommandations, dont 23 faisaient suite au Sommet écocomique tenu en juin 1988.

Objet : Trousse médicale pour agression sexuelle

Que la Commission de police demande au chef de police de prendre une ordonnance permanente avisant tous les membres de la police de ce qui suit : dans tous les cas où les agents

demandent que le Centre de criminalistique détruise le contenu de la trousse pour agression sexuelle avant les tests, la police donnera aux parties intéressées, y compris la victime présumée de l'agression sexuelle, 30 jours d'avis qu'elle a l'intention de détruire la trousse; en cas d'objection à la destruction, ladite trousse sera conservée jusqu'à ce que la partie qui s'oppose fasse savoir qu'elle peut être détruite.

Cette recommandation a été faite suite à une plainte d'une personne qui avait appelé la police alléguant qu'elle avait été agressée sexuellement. La plainte portait sur le manque de courtoisie des agents. Peu de temps après l'enquête, les agents ont accusé la plaignante de méfait public, alléguant que la plainte d'agression sexuelle était fausse. Étant donné que le commissaire était inquiet des répercussions des accusations de méfait public contre les plaignants dans ces situations, l'enquêteur a demandé les résultats de la trousse d'examen pour agression sexuelle du Centre de criminalistique. L'enquêteur a été informé qu'aucun rapport n'avait été rempli puisque les agents n'avaient pas exigé un test des échantillons des liquides organiques prélevés. Puisqu'il n'y avait pas de demande de test, les échantillons avaient été détruits.

L'enquêteur a suivi le procès au cours duquel la plaignante a été reconnue coupable de méfait public. Le commissaire était d'avis qu'en raison des preuves, il ne pouvait conclure que

l'intérêt public serait servi en convoquant une commission d'enquête. Toutefois, il s'est posé des questions au sujet des problèmes rencontrés dans la préparation d'une défense contre des accusations de méfait public lorsque le contenu des trousses pour agression sexuelle a été détruit avant les tests. Ces tests auraient pu constituer une preuve en faveur de la défense. En vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, on pourrait dire qu'à cause de la destruction de la trousse, l'accusée n'a pas eu la chance de réagir pleinement et de se défendre des accusations criminelles.

Réaction de la police

La Commission de police était en parfait accord avec la recommandation au point qu'une nouvelle procédure administrative a été mise en place pour qu'un consentement écrit soit obtenu du procureur de la Couronne avant la destruction de tout bien saisi pour l'examen d'un expert.

Bien que cette réaction soit positive, le commissaire pense à exiger une amélioration de la décision de la Commission.

Objet : Présence à la cour

1) Que, sauf dans les circonstances réglementées par la procédure administrative 2c)(4) (présence à la cour lorsque malade ou blessé en service) ou 2c)(12) (présence à la cour lorsqu'en congé annuel), un agent qui veut être dégagé de ses

obligations d'être présent à la cour doit en faire la demande par écrit au commandant de l'unité en indiquant sa demande et les raisons pour lesquelles il ne croit pas pouvoir se présenter à la cour.

2) Que, sauf dans les cas où la décision de donner la permission à un agent de ne pas se présenter à la cour est prise en consultation avec un procureur de la Couronne ou un procureur de la poursuite provincial, le commandant de l'unité doit dégager un agent subordonné de ses obligations d'être présent uniquement dans des circonstances exceptionnelles.

3) Que le commandant de l'unité soumette un rapport écrit distinct au surintendant approprié ou au surintendant du personnel lorsqu'un agent subordonné est dégagé de son obligation de se présenter en cour, indiquant les raisons précises du dégagement. Cette disposition permettrait à la direction de faire le suivi.

Un certain nombre de plaintes ont été déposées par des membres du public accusés d'infractions, particulièrement d'infractions au Code de la route, et qui se sont rendus à la cour pour constater que les accusations avaient été retirées parce que l'agent ne s'était pas présenté. Bien que bon nombre de personnes soient, dans ces circonstances, soulagées que l'agent ne se soit pas présenté, une telle situation ne sert pas particulièrement bien

l'administration de la justice pas plus qu'elle ne redore le blason de la police. De plus, certaines personnes qui se sont retrouvées dans ces situations ont dû prendre des arrangements spéciaux pour se rendre à la cour ou faire des dépenses pour obtenir des conseils juridiques ou retenir les services d'un avocat. Ces personnes ont, au bas mot, subi les inconvénients entraînés par le défaut de l'agent qui a porté les accusations de ne pas se présenter à la cour. Par ailleurs, dans certains cas, le procès pourrait servir à transmettre au particulier des renseignements qui ne concernent pas directement l'infraction criminelle ou la contravention au Code de la route en cause. Dans ces circonstances, le fait qu'un agent ne s'est pas présenté à la cour peut avoir des répercussions négatives importantes pour les intéressés. À la lumière de ce qui précède, le commissaire a recommandé qu'un agent soit dégagé de ses obligations de se présenter à la cour uniquement dans des circonstances exceptionnelles.

Réaction de la police :

La Commission de police a rejeté la recommandation. Elle a indiqué que la majeure partie des recommandations du commissaire sont déjà enchâssées dans les Règles et procédures administratives de la police.

Objet : Arrestations en masse

Les autres recommandations pour 1990 ont été faites suite aux plaintes sur la façon dont la police de la communauté urbaine de Toronto avait traité les arrestations faites durant les manifestations de groupes religieux et d'organismes d'activistes sociaux lors du Sommet économique de Toronto en juin 1988. Ces recommandations portaient surtout sur les moyens d'aider la police à mieux se préparer aux arrestations en masse dans ces circonstances.

Le rapport des recommandations est présenté ci-dessous dans sa totalité :

****

Du 19 au 21 juin 1988, Toronto a accueilli le Sommet économique pendant lequel un certain nombre de manifestations ont eu lieu. Plusieurs plaintes publiques survenues suite aux arrestations faites lors de ces manifestations ont été examinées par le commissaire aux plaintes du public aux termes de l'article 19 de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto.

On peut faire certaines observations générales au sujet des événements entourant les manifestations au Sommet économique. Il

est évident que la variété d'activités reliées au Sommet a posé un défi de taille à la police de la communauté urbaine de Toronto, qui a multiplié ses efforts de sécurité. La police a dû faire une planification détaillée pour assurer la sécurité nécessaire, prévoir les arrestations possibles et voir au grand nombre de manifestants. La majeure partie des efforts de la police en préparation des manifestations est louable. Toutefois, bien que la complexité d'organiser et de mener des opérations de sécurité durant de grandes manifestations ne doive pas être prise à la légère, la police continue d'avoir certaines responsabilités importantes. Elle joue un rôle fondamental dans la bonne administration des droits des citoyens protégés par la constitution.

De plus, si la police arrête des manifestants, elle doit le faire avec le moins de force possible. Le sixième principe de la police établi par Sir Robert Peel nous vient à l'esprit :

> «Il faut se servir de la force physique seulement lorsque la persuasion, les conseils et les avertissements ne sont pas suffisants pour obtenir la coopération du public dans la mesure nécessaire pour assurer le respect du droit et restaurer l'ordre; et seulement le minimum de force physique nécessaire dans une situation particulière pour atteindre un objectif de la police.»

Les plaintes déposées suite aux manifestations du Sommet économique comprenaient des allégations comme le manque de civisme, la dénégation du droit à un avocat et l'usage inutile de la force. On devrait souligner que, suite aux suggestions du commissaire aux

plaintes du public et des médias faites immédiatement après la manifestation du 19 juin 1988, des mesures ont rapidement été prises le jour suivant par la direction de la police pour corriger certains des problèmes survenus.

Il faut également remarquer et louer les efforts supplémentaires que la police a déployés à ce chapitre après le Sommet. Durant ses commentaires délivrés à l'assemblée du 15 novembre 1989 pour réaffirmer l'ordonnance permanente 24, «Déclaration d'intérêt et d'intention», le chef de police actuel a fait particulièrement connaître son engagement envers le droit des citoyens à manifester. Cette position a été clairement énoncée dans la procédure opérationnelle 60 de la police de la communauté urbaine de Toronto de juin 1989, «Protestations et manifestations», établie comme suit :

> «On doit rappeler aux policiers que les gens ont le droit légal de manifester pacifiquement... C'est pourquoi le rôle de la police doit en être un de neutralité totale et des procédures ne devraient pas être prises avant que la situation ne soit évaluée attentivement.»

Cette procédure opérationnelle souligne également l'importance d'éviter toute violence.

L'information documentaire concernant les plaintes évaluées par le commissaire aux plaintes du public est donnée ci-dessous, suivie par une série de recommandations faites aux termes de l'article 21 de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la

police de la communauté urbaine de Toronto. Ces recommandations sont surtout fondées sur des informations et des documents recueillis pendant l'enquête sur les plaintes concernant le Sommet économique. Bien que ces recommandations portent principalement sur les arrestations de masse, certaines s'appliqueront aussi aux procédures policières ordinaires et à la formation.

Il semble que même si la procédure opérationnelle 60 fournit des principes de base et des façons de procéder pour les arrestations de masse, elle peut être considérablement élargie pour englober les questions examinées dans les recommandations faites dans le présent rapport.

INFORMATION DOCUMENTAIRE

Pendant le Sommet économique de Toronto tenu en 1988, les délégués des sept pays participants ont attiré l'attention des médias internationaux.

Une autre conférence connue sous le nom de Sommet populaire ou du citoyen a été tenue à Toronto au même moment. Cette conférence a été organisée suite à l'alliance de groupes religieux et d'organismes d'activistes sociaux qui désiraient attirer l'attention sur des questions comme l'environnement, la pauvreté et les droits de la personne.

Un des événements prévus par le Sommet populaire était un rassemblement qui devait avoir lieu le 19 juin à Queen's Park suivi d'une marche sur l'avenue University jusqu'au Palais des congrès où se tenait le Sommet économique. Arrivés là, quelques manifestants avaient l'intention de présenter des «mandats d'arrestation» civils aux chefs d'état accusés de «crimes contre l'humanité».

Plusieurs moins avant la conférence, un comité représentant le Sommet populaire a fait une demande de permis pour manifester auprès de la police de la communauté urbaine de Toronto pour le rassemblement et la marche. Des rencontres ont eu lieu pour discuter du trajet proposé. Le comité voulait que la marche ait lieu le plus près possible du Sommet. La police était inquiète de la sécurité et se demandait si elle avait assez d'agents pour contenir une foule prévue de 15 000 personnes. Comme aucune entente n'était intervenue, le comité a décidé de manifester sans permis.

Prévoyant que la marche résulterait peut-être en des arrestations, le comité avait communiqué avec M. Clayton Ruby pour qu'il organise des services juridiques pour les manifestants arrêtés. Deux équipes d'avocats ont été formées, une pour être parmi les manifestants, l'autre devant demeurer en attente. Leurs services seraient offerts sans frais. Le bureau de M. Ruby pouvait recevoir des appels et son numéro de téléphone a été annoncé lors de la manifestation. La veille de la marche, M. Ruby avait

téléphoné à la police pour l'informer des arrangements mais on ne l'a jamais rappelé.

Après la manifestation, une foule estimée à 1 500 à 2 000 personnes a commencé à marcher dans l'avenue University. Les manifestants ont été arrêtés dans la rue Dundas par des barricades de la police, y compris des autobus et des fourgonnettes de la police stationnés en travers de l'intersection.

Les manifestants ayant les «mandats d'arrestation» prévoyaient s'approcher des barricades, huit à la fois, pour demander aux policiers de délivrer les mandats. Dans l'éventualité d'un échec, ils grimperaient par-dessus les barricades et essaieraient de délivrer les mandats eux-mêmes sachant qu'ils seraient probablement arrêtés. Il ne devait pas y avoir de résistance, bien que certains manifestants avaient l'intention de se laisser mou comme forme de protestation.

Il y a d'abord eu un arrêt aux barricades. Lors de leur première apparition en public, les agents de l'unité de l'ordre public se sont alignés d'un côté et les manifestants de l'autre. Les manifestants ont un après l'autre grimpé par-dessus les barricades et ont été arrêtés.

Certains manifestants se sont assis en plein milieu de l'intersection. Un inconnu a mis le feu à une boîte à journaux. Il y a eu plusieurs petites explosions qui, selon la police, ont été causées par des bombes aérosol jetées dans le feu. Quelqu'un aurait frappé des policiers avec un bâton. Ces altercations et le fait que la circulation a été arrêtée pendant plusieurs heures ont incité M. McCormack, alors chef adjoint, à ordonner à l'unité de l'ordre public de dégager l'intersection. On a ordonné à la foule de se disperser. Ceux qui sont restés dans la rue ont été arrêtés par les agents de l'ordre public.

En général, un manifestant qui franchissait les barricades ou restait dans la rue après l'ordre de se disperser était arrêté par les agents de l'ordre public puis remis aux mains des policiers en uniforme derrière les cordons pour commencer les procédures.

Après l'arrestation, les manifestants ont été mis dans des autobus fournis par le ministère des Services correctionnels en sus des fourgons ordinaires de la police. Une fois rempli, le véhicule était conduit à la division 51 ou 55 ou à l'ancien hôtel de ville où des installations temporaires avaient été mises en place pour l'occasion. Les arrangements aux fins de l'incarcération ont été filmées sur bande vidéo; on a ensuite mis les manifestants en cellule jusqu'à ce qu'ils soient relâchés.

Il faut prendre note qu'en prévision de l'arrestation et de la détention d'un grand nombre de manifestants du Sommet économique, les cadres supérieurs de la police de la communauté urbaine de Toronto ont élaboré un plan interne, intitulé «Le Sommet économique : procédure, détention et libération des personnes arrêtées», par la suite appelé le «plan du Sommet». Le plan du Sommet prévoyait que les personnes arrêtées au cours des manifestions du Sommet devaient être retenues par des menottes de plastique, qui devaient plus tard être enlevées par les agents chargés de l'incarcération.

Selon les registres de la police, 144 personnes ont été arrêtées le 19 juin, dont 134 pour atteinte à la paix publique. Ceux qui ont été arrêtés pour atteinte à la paix publique ont par la suite été libérés sans accusation. Trois personnes ont été arrêtées lors de la manifestation et accusées d'infractions criminelles. Sept autres personnes ont été arrêtées pour des questions reliées au Sommet mais pas à la manifestation. Tous les hommes arrêtés ont été amenés à la division 51, le surplus est allé à l'ancien hôtel de ville, et les femmes ont été amenées à la division 55.

Suite au Sommet économique, il y a eu 13 plaintes d'inconduite de la police pendant les événements du 19 juin. Trois autres plaintes ont été déposées après une manifestation semblable, quoique moins considérable, le 21 juin. Le 4 juillet, certains des

mêmes manifestants ont protesté devant le consulat américain. La même journée, il y a eu une autre confrontation entre la police et un groupe prétendant être des anarchistes. Sept autres plaintes ont été déposées. Deux autres plaintes reliées aux affaires du Sommet ont été déposées par des citoyens qui n'avaient rien à voir avec la manifestation. Des 25 plaintes, sept ont été évaluées par le commissaire aux plaintes du public.

Les plaintes du Sommet entrent en général dans les catégories suivantes :

USAGE EXCESSIF DE LA FORCE

Les plaignants alléguaient que la police n'avait pas lieu d'utiliser la force durant une manifestation pacifique. Bon nombre de manifestants ont indiqué que le nombre élevé de policiers le 19 juin aurait pu provoquer une confrontation violente alors que les manifestants n'en avaient pas l'intention. Ils se posaient surtout des questions sur les stratégies de l'unité de l'ordre public.

On s'est plaint que certains agents étaient trop zélés avec les manifestants qu'ils avaient reconnus de manifestations antérieures ou avec ceux qui se sont laissés mous au moment de leur arrestation. Les agents auraient essayé de forcer les manifestants à marcher seuls en tordant leurs poignets, en agrippant leurs bras si fort qu'ils avaient des meurtrissures et en appliquant d'autres

techniques de point de pression aux endroits sensibles derrière les oreilles et sur le cou. Les manifestants se sont également plaints que les agents tiraient leurs bras en l'air derrière leur dos pour les retenir.

USAGE DE MENOTTES DE PLASTIQUE

Bon nombre de manifestants ont indiqué que les restrictions ne sont pas nécessaires avec les manifestants pacifiques. On s'est particulièrement plaint des menottes de plastique trop serrées ou laissées trop longtemps pendant que les manifestants attendaient qu'on s'occupe d'eux.

DROIT À UN AVOCAT

On s'est plaint du manque de cohérence dans les informations données aux plaignants concernant leur droit à un avocat et on a porté plainte pour avoir refusé l'accès à un avocat.

Monsieur Ruby et ses associés prétendent qu'ils se sont rendus aux postes pour aider les manifestants mais que les agents les ont délibérément induits en erreur pour nuire à leur travail de conseillers juridiques.

ATTITUDE DE LA POLICE

Les manifestants sont d'avis que les stratégies utilisées par la police le 19 juin étaient injustifiées pour le genre de citoyens participant à la manifestation. Bon nombre des manifestants étaient des membres de groupes religieux ou d'organismes pour la réforme sociale et le droit à une manifestation pacifique. Ils disent qu'il n'y aurait pas eu de manifestation le 19 juin si on leur avait permis de faire une marche légale et prétendent que la confrontation s'est produite uniquement parce que les policiers les ont perçus injustement comme des lunatiques ou une menace à la sécurité.

IDENTIFICATION DES AGENTS

Certains plaignants ont signalé que les agents de l'ordre public n'étaient pas bien identifiés. L'identification des agents lors de l'arrestation était également un problème lorsque l'agent ayant amorcé l'arrestation, habituellement un agent de l'ordre public, n'était pas identifié sur la carte d'arrestation de masse ou tout autre document de la police. Dans au moins un cas, le défaut d'identifier l'agent ayant fait l'arrestation a eu pour résultat qu'un autre agent a fait l'objet d'une plainte.

RECOMMANDATIONS

1. USAGE DE LA FORCE

Les plaintes déposées après les manifestations du Sommet économique comprenaient des allégations d'usage excessif de la force par la police lors de l'arrestation des manifestants. Elles portaient plus particulièrement sur les «points de pression», les prises «contraignantes» ou les techniques «de coercition» sur des manifestants pacifiques qui ne voulaient pas marcher de leur propre chef lorsqu'on le leur a demandé mais qui restaient «mous» et devaient être portés.

Les techniques de coercition par la douleur utilisées par la police ont fait l'objet de critiques aux États-Unis. On a adopté des lois voulant que des fonds soient retenus d'une municipalité qui n'adopte pas et ne met pas en vigueur une politique empêchant l'usage de force excessive par des organismes d'application de la loi contre les personnes manifestant pacifiquement pour les droits civils. Cette loi a en partie été mise de l'avant suite aux plaintes de manifestants sur l'usage des points de pression.

Nous sommes d'avis qu'un manifestant non violent doit être traité sans violence. Il est injustifié d'utiliser une force excessive sur un manifestant pacifique.

1. Il est recommandé que la direction de la police s'assure, par une bonne formation et des procédures et directives administratives concernant la force, que les agents effectuant des arrestations comprennent :

a) que les policiers devraient utiliser la méthode d'arrestation la moins contraignante et la moins violente, selon la sécurité nécessaire dans une situation donnée, y compris une situation d'arrestation de masse;

b) que l'usage de la force, tout particulièrement l'usage des points de pression, dans les cas où les manifestants ne sont pas violents n'est pas un comportement acceptable et peut être illégal.

2. Il est recommandé que la police examine d'autres méthodes sans violence et moins dangereuses de traiter les manifestants pacifiques qui refusent de coopérer.

2. USAGE DES MENOTTES

À l'heure actuelle, le règlement 4.8.2. de la police de la communauté urbaine de Toronto indique que l'usage des menottes est laissé à la discrétion de l'agent dans le cas où, par exemple, les menottes peuvent empêcher le détenu de s'échapper. Le fait que l'usage des menottes soit laissé à la discrétion de l'agent qui effectue l'arrestation est clairement démontré par l'usage des mots «les menottes peuvent être utilisées...». Les règlements indiquent aussi que les femmes et les adolescents ne devraient habituellement pas avoir de menottes.

L'usage des menottes de plastique, prévu dans la procédure du plan du Sommet, suppléait à la discrétion habituelle accordée aux policiers. Il semble que les manifestations du Sommet économique avaient été jugées à l'avance comme suffisamment graves pour que le

pouvoir discrétionnaire de recourir aux menottes soit retiré non seulement aux agents chargés de l'arrestation et du transport mais aussi à ceux chargés de la supervision. Nous sommes d'avis que l'ordonnance générale de mettre des menottes à tous les détenus durant une manifestation donnée, quelles que soient les circonstances rencontrées, n'est ni raisonnable ni justifiée.

3. Il est recommandé que la police ne limite pas le pouvoir discrétionnaire des agents chargés de l'arrestation, du transport ou de la supervision de recourir aux menottes dans une situation donnée. Le comportement de la personne devrait dans chaque cas être le facteur déterminant.

Menottes de plastique

Il semble que la police utilise régulièrement les menottes de plastique lors des arrestations de masse puisque celles-ci possèdent de nombreux avantages pratiques.

Malgré leur caractère pratique, leur sécurité et leur confort nous préoccupent. Nous avons reçu un certain nombre de rapports de manifestants indiquant que les menottes entraînaient des problèmes comme un inconfort extrême particulièrement lorsqu'il fait très chaud. De plus, en raison de la nature des menottes de plastique, les agents de police étaient incapables de les ajuster si elles étaient mises incorrectement ni de les enlever en cas d'urgence médicale ou autre, s'ils ne transportent pas les ciseaux appropriés avec eux.

4. Il est recommandé que dans les cas où on utilise les menottes de plastique, des ciseaux soient accessibles pour tous les policiers, y compris le personnel du transport.

3. TRANSPORT DES DÉTENUS

Selon les renseignements recueillis avec les plaintes, un certain nombre de personnes arrêtées ont vraisemblablement été laissées avec des menottes dans les véhicules de transport pendant de longues périodes et dans des températures très élevées, en attendant leur transfert de la manifestation au poste de police. On nous a signalé que des femmes détenues ont attendu dans les véhicules de transport jusqu'à deux heures avant d'être transférées de la division 51 à la division 55. Ces délais prolongés peuvent non seulement entraîner un inconfort physique, mais ils empêchent les détenus d'exercer leurs droits constitutionnels.

5. Il est recommandé que la direction de la police s'assure qu'il y a suffisamment de véhicules de transport pour éviter les délais déraisonnables dans le transfert des détenus.

6. Il est recommandé que la carte d'arrestation multiple, mentionnée à la recommandation 9, soit modifiée pour contenir une clause indiquant le temps passé par un détenu dans un véhicule de transport.

4. DROIT À UN AVOCAT

a) Généralités

Les plaintes concernant le droit à un avocat portaient aussi sur l'incohérence avec laquelle les détenus ont été informés de leurs droits et le rejet de leurs demandes de consulter un avocat.

Malgré les difficultés inhérentes à l'arrestation et à l'incarcération d'un grand nombre de manifestants, la police doit s'assurer que le droit constitutionnel d'un citoyen à consulter un avocat est protégé et administré adéquatement. Il est important que les agents soient informés de leur rôle et de ses ramifications, et qu'ils les comprennent.

7. Il est recommandé que les principes suivants soient établis au début des procédures administratives traitant des fonctions des agents responsables d'assurer les droits des citoyens garantis par la constitution :

- **Lors de l'arrestation ou de la détention, chacun a le droit d'obtenir immédiatement les services d'un avocat et doit être informé de ses droits.**
- **Le droit à un avocat existe lors de l'arrestation ou de la détention.**
- **Il importe peu si la personne arrêtée est ou n'est pas accusée officiellement d'une infraction.**
- **Lorsqu'une personne a exprimé la volonté d'exercer son droit à un avocat, elle doit obtenir des conseils sur la façon d'exercer ce droit.**
- **La police doit s'assurer que la personne arrêtée comprend bien le droit de consulter un avocat**
- **En vertu de la loi, les détenus ont le droit de consulter un avocat en privé.**
- **Le fait de faciliter l'administration ou l'enquête ne peut pas être invoqué pour faire fi des droits constitutionnels ou les remettre à plus tard, particulièrement le droit de consulter un avocat.**

8. Il est recommandé que les principes susmentionnés soient établis dans une ordonnance courante qui sera remise immédiatement à tous les membres de la police de la communauté urbaine de Toronto.

b) Sur le lieu d'arrestation

Les cartes d'arrestation multiple ont été utilisées pour arrêter les manifestants. Ces cartes devaient contenir suffisamment d'information pour permettre à l'agent de procéder à l'arrestation sans qu'il ait à quitter les lieux pour accompagner le détenu au poste de police. Toutefois, aucune procédure n'était en place pour qu'un agent note si un détenu avait été informé des raisons de son arrestation et de son droit à un avocat. Aucune procédure n'existait non plus pour consigner la demande d'un détenu à exercer son droit de consulter un avocat et par la suite faire connaître ses intentions à l'agent chargé de l'arrestation.

9. Il est recommandé que la carte d'arrestation multiple soit modifiée pour inclure les points supplémentaires suivants :

(i) le détenu a été informé de la raison de son arrestation (espace pour les initiales de l'agent);

(ii) le détenu a été informé de son droit de consulter un avocat (espace pour les initiales de l'agent);

(iii) le détenu veut se prévaloir de son droit de consulter un avocat (à remplir si le détenu veut consulter un avocat; espace pour les initiales de l'agent).

10. Il est recommandé qu'un agent qui entre directement en contact avec un détenu avant la procédure d'incarcération et apprend du détenu qu'il veut se prévaloir de son droit de consulter un avocat, doit, si les circonstances le permettent, indiquer la demande sur la carte d'arrestation multiple. S'il est impossible de prendre note de la demande immédiatement, l'agent doit faire connaître les intentions du détenu le plus tôt possible au personnel policier approprié, comme l'agent chargé de l'incarcération ou celui qui est chargé du transport.

c) Procédure d'incarcération

Le commissaire aux plaintes du public a examiné un certain nombre de plaintes concernant l'exercice du droit de consulter un avocat durant la procédure d'incarcération suivant les arrestations à la manifestation.

Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de problèmes et de plaintes subséquentes des citoyens pourraient être évités au moment de l'incarcération si les responsabilités de l'agent en charge étaient accrues et s'il devait s'assurer, lui-même, que les droits des détenus sont bien protégés et administrés.

Les procédures administratives actuelles de la police de la communauté urbaine de Toronto ne permettent pas à l'agent en charge de discuter directement avec le détenu pour savoir s'il a été informé des raisons de son arrestation ou de son droit de consulter un avocat. Cette exigence pourrait être satisfaite en s'entretenant en privé avec l'agent chargé de l'arrestation et non directement avec le détenu.

En outre, nous sommes d'avis que d'autres problèmes ont été créés parce que l'agent en charge ne s'assure pas spécialement de savoir si un détenu désire ou non se prévaloir de son droit de consulter un avocat. Pour éviter ces problèmes, l'agent en charge devrait demander au détenu s'il veut se prévaloir de ce droit ou non.

Nous reconnaissons que demander à un détenu s'il veut consulter un avocat ou non n'est pas une exigence particulière de la loi à l'heure actuelle. Toutefois, la cour Suprême du Canada, dans la cause R. c. Brydges, a fait une interprétation généreuse et large de l'alinéa 10b) de la Charte canadienne des droits et libertés de la personne. La police ne peut qu'en profiter si elle agit en conformité avec la direction que la Cour suprême du Canada semble vouloir adopter. À sa décharge, la police a déjà fait un pas dans cette direction en ce qui concerne les fonctions de l'agent en charge de l'arrestation. Les renseignements précis sur la carte «droit de consulter un avocat» lue par la police à toutes les personnes arrêtées comprend une question qui se lit comme suit : «Désirez-vous appeler un avocat maintenant?» Cette pratique devrait être étendue pour s'appliquer à l'agent chargé de l'incarcération.

La procédure recommandée ci-dessous s'appliquerait de façon égale à toutes les arrestations et ne se limiterait pas aux arrestations de masse.

11. Il est recommandé que la formule d'arrestation soit modifiée pour inclure les renseignements supplémentaires suivants, confirmés directement par le détenu :

(i) le détenu a été informé des raisons de son arrestation et comprend ces raisons;
(ii) le détenu a été informé de son droit de consulter un avocat sans délai et comprend ce droit;
(iii) on a demandé au détenu s'il voulait se prévaloir de son droit de consulter un avocat; la réponse du détenu devrait être notée;
(iv) on a avisé le détenu que si le droit de consulter un avocat n'avait pas été exercé durant le processus

d'incarcération, il peut s'en prévaloir en tout temps au cours de la détention;

(v) tous les biens personnels du détenu qui ont été confisqués par la police sont listés.

Les signatures de l'agent responsable et du détenu doivent apparaître sur la formule d'arrestation.

Nous reconnaissons qu'une partie des informations de la formule d'arrestation se répète sur la carte d'arrestation multiple mais nous croyons qu'il est important que chaque formule contienne les renseignements nécessaires. Le chevauchement se produira uniquement dans un cas de manifestation collective.

Le détenu et l'agent seraient tous les deux protégés si tous les renseignements recueillis ou envoyés par l'agent chargé de l'incarcération sont remis par écrit au détenu.

12. Il est recommandé qu'une formule séparée, ou la section appropriée de la formule d'arrestation, qui établit les droits du détenu comme indiqué précédemment et une liste des effets personnels du détenu confisqués par la police soient remises à tous les détenus une fois la procédure d'incarcération terminée.

d) <u>Exercer son droit de consulter un avocat après les arrestations à la manifestation</u>

Notre enquête a révélé que les détenus qui n'avaient pas fait de demandes particulières pour se prévaloir du droit de consulter un avocat au cours de l'arrestation ou de l'incarcération mais qui ont par la suite exprimé la volonté de voir un avocat, n'avaient pas la permission de se prévaloir de leurs droits.

Bon nombre de manifestants savaient que les organisateurs fournissaient des services d'avocats pour la manifestation. Ils ne connaissaient pas toujours le nom de l'avocat désigné. Ils ne sentaient pas la nécessité durant l'incarcération ou à tout autre moment de demander spécifiquement les services d'un avocat puisqu'ils présumaient que l'avocat prévu par les organisateurs arriverait prochainement et qu'ils auraient la chance de se prévaloir de leur droit sans avoir à en faire une demande précise.

La procédure habituelle de la police concernant les avocats devrait être modifiée afin de tenir compte des circonstances spéciales de l'arrestation de masse.

13. Il est recommandé qu'on demande au requérant, sur une formule de demande de permis de manifestation, si des arrangements ont été pris avec des avocats particuliers ou seront pris pour les manifestants arrêtés, et de nommer l'avocat, si possible.

14. Lorsqu'un avocat indique que ses services ont été retenus par les organisateurs d'une manifestation, les procédures concernant les arrestations de masse devraient prévoir que la consultation est considérée comme une consultation spéciale et l'avocat devrait recevoir immédiatement le nom des personnes arrêtées durant la manifestation. Par la même occasion, on doit immédiatement avertir les détenus de l'arrivée de l'avocat dont les organisateurs de la manifestation ont retenu les services et de sa disponibilité pour la consultation. Si un détenu veut parler à un avocat désigné, la police doit immédiatement accéder à sa requête.

e) <u>Droit au caractère confidentiel</u>

La consultation privée d'un avocat, en personne ou par téléphone, est un élément essentiel du droit à un avocat. L'avocat ou le détenu n'a pas à en faire la demande spécifique. L'avocat

peut parler aux détenus en groupe uniquement s'ils acceptent tous la procédure et qu'un endroit adéquat soit prévu à cet effet.

15. Afin d'assurer l'observation de la loi, il est recommandé que la police de la communauté urbaine de Toronto examine ses locaux internes, y compris l'accès à un endroit adéquat, à des salles pour les entrevues et à des téléphones, pour que le détenu puisse exercer son droit de consulter un avocat en privé.

5. FORMATION DE LA POLICE

a) Formation continue : Droits garantis par la constitution

Un examen du matériel de formation en usage et des discussions avec les instructeurs du collège de police ont révélé que les cours de formation actuels portaient principalement sur la procédure. Il semble que les agents ne reçoivent pas un cour spécial sur le fondement philosophique des droits garantis par la constitution.

16. Il est recommandé qu'un autre module de formation particulier soit élaboré et porte surtout sur les droits constitutionnels des citoyens, leur raison d'être, leur incidence sur la police et le rôle de la police dans une société démocratique. Ce cours devrait être obligatoire pour toutes les recrues. De plus, un cours de recyclage devrait être obligatoire pour tout agent promu agent en charge ou agent chargé de l'incarcération avec tâches de supervision, avant que l'agent assume ces responsabilités.

b) Formation et préparation avant la manifestation

Notre enquête a révélé que les documents préparatoires du plan du Sommet qui ont été distribués à tous les membres de la police concernés comprenaient l'énoncé suivant : «Certains groupes de manifestants et de protestataires sont déterminés à perturber et à gêner la communauté urbaine de Toronto durant le Sommet.»

La déclaration de l'engagement du chef de police McCormack soutenant le droit démocratique des citoyens à manifester indique que l'énoncé n'est pas approprié.

17. Il est recommandé que la direction de la police de la communauté urbaine de Toronto s'assure que les documents préparatoires à la manifestation suivent l'engagement de la police de rester neutre et de garantir les droits des citoyens à manifester.

À la lumière de la nature très complexe et très importante des droits d'une personne lorsqu'elle est arrêtée et du fait qu'une manifestation peut donner lieu à des arrestations de masse, il est important que le personnel de la police reçoive toutes les informations avant la manifestation.

18. Avant la manifestation, il est recommandé que tous les policiers qui participeront directement à un processus faisant intervenir les droits constitutionnels des détenus, tout particulièrement les agents responsables de l'arrestation et de l'incarcération, étudient la loi, les procédures policières et leurs responsabilités afin d'assurer un processus uniforme.

6. GÉNÉRALITÉS

a) Listes de renseignements

Les manifestations du Sommet ont soulevé un certain nombre de questions de la part des citoyens prétendant avoir eu des difficultés à trouver les membres de leur famille qu'ils croyaient avoir été arrêtés. De plus, les avocats désignés par les organisateurs de la manifestation ont indiqué avoir eu des problèmes à obtenir les noms des personnes arrêtées dans les différents lieux de détention.

19. Il est recommandé que les avocats et les membres des familles des détenus aient accès à la liste de personnes arrêtées préparée au cours de l'incarcération au fur et à mesure que chaque détenu est incarcéré.

20. Il est recommandé que lors d'une arrestation de masse, un poste d'information central soit créé pour conserver une liste à jour de toutes les personnes arrêtées dans la ville, indiquer à quelle division de la police les détenus sont incarcérés et faire connaître le statut de chaque personne arrêtée, par exemple lorsqu'ils sont relâchés.

21. Il est recommandé que chaque division participant à l'arrestation de manifestants affecte un agent de police comme agent de renseignements. Celui-ci serait responsable de la liste à jour des détenus, accordant l'accès à l'avocat et aux membres de la famille du détenu et coordonnerait les renseignements avec le centre d'information.

b) Uniformes

On nous a fait savoir que le numéro d'identification des agents de l'ordre public n'était pas toujours visible sur leur uniforme. On a remarqué que les numéros d'identification étaient collés sur l'épaulette (non à l'avant) de l'uniforme et que les agents ne portaient pas toujours leur casquette. Lorsque les agents de l'ordre public étaient debout côte à côte, il était difficile de voir leur numéro d'identification. Il semble, toutefois, que cette question est actuellement à l'étude et que les problèmes seront réglés dans un avenir rapproché.

* * * * * * * * * * * *

5e PARTIE

Commissions d'enquête

PARTIE V - COMMISSIONS D'ENQUÊTE

A. INTRODUCTION

En vertu de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto, le commissaire aux plaintes du public ou le chef de police peut décider de transmettre une plainte à une commission d'enquête. De plus, tout policier qui désire interjeter appel d'une décision rendue par un tribunal disciplinaire interne de la police, issue d'une plainte du public, peut interjeter appel auprès d'une commission d'enquête, en vertu de la loi sur les plaintes.

En vertu de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto, qui régissait les commissions d'enquête en 1990, les membres des commissions d'enquête, qui entendent les plaintes et rendent des décisions, sont sélectionnés à partir d'un comité nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. La nomination d'un tiers des membres du comité est recommandée conjointement par le procureur général et le solliciteur général; un tiers des membres du comité sont des personnes dont la nomination est recommandée par le conseil de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto et l'autre tiers des membres du comité sont des personnes dont la nomination est recommandée conjointement par la Commission de police de la communauté urbaine de Toronto et la Metropolitan Toronto Police

Association. Les personnes dont la nomination est recommandée par le procureur général ou le solliciteur général doivent être membres de la Société du barreau du Haut-Canada. Ces avocats président chacune des audiences de la commission d'enquête. Les policiers n'ont pas le droit d'être membres d'une commission d'enquête.

Dans le cas d'une allégation d'inconduite grave, la commission d'enquête se compose de trois personnes, une de chaque groupe de nomination du comité. Dans le cas d'une allégation d'inconduite mineure, la commission d'enquête se compose d'une personne, nommée conjointement par le solliciteur général et le procureur général. Dans de telles procédures, la norme de preuve requiert qu'une allégation soit prouvée hors de tout doute raisonnable pour qu'il y ait déclaration d'inconduite. Les audiences sont publiques et leurs procédures sont similaires aux autres procédures administratives ou quasi-judiciaires. La Loi sur l'exercice des compétences légales et les règles de justice naturelle s'appliquent. La loi sur les plaintes comporte d'autres dispositions qui protègent les droits des policiers.

Du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1990, on a adressé au total 14 plaintes à une commission d'enquête, dont 13 par le commissaire et une par le chef de police. Durant la période du rapport, neuf plaintes ont reçu des dates d'audience en 1990; trois de celles-ci faisaient partie des 14 plaintes adressées à une commission en 1990.

En 1990, quatre décisions ont été rendues par des commissions d'enquête, dont deux causes avaient été entendues en 1989 et deux en 1988.

B. DÉCISIONS DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE

1. OBJET : LEVY et SERGENT FRISCH et AGENT VANDERHART

29 juin 1990

PRÉSIDENT : Gary Yee

Audience ordonnée par le commissaire aux plaintes du public

Le plaignant (David Levy) a prétendu que l'agent Gregory Vanderhart, lors de l'arrestation, et le sergent John Frisch, au poste de police, ont usé de violence excessive, contrairement au sous-alinéa 1g)(ii) du Code des infractions de la Loi sur la police.

L'agent Vanderhart a admis avoir frappé le plaignant à l'abdomen avec un bâton et le sergent Frisch a reconnu avoir fait perdre l'équilibre et en avoir profité pour frapper le plaignant à l'oeil. Le plaignant a admis que le sergent Frisch s'était immédiatement excusé après avoir usé de violence excessive.

Les deux policiers étaient d'accord pour dire que le plaignant ne les avait pas provoqués.

Suite à une plaidoirie conjointe de l'avocat du procureur général et de l'avocat de la défense, la commission a imposé une peine de retrait de cinq jours de congé et une réprimande pour l'agent Vanderhart et un retrait de dix jours de congé et une réprimande pour le sergent Frisch.

La commission a tenu compte des dossiers exemplaires des deux policiers; toutefois, elle était très choquée d'apprendre que ces agressions n'avaient pas été provoquées. De plus, la commission était particulièrement outrée par le fait que l'agression commise par le sergent Frisch s'était passée dans un endroit clos. La commission croit que le grade et l'expérience du sergent Frisch pèsent en sa défaveur puisqu'il a la responsabilité de donner l'exemple aux agents subordonnés.

2. OBJET : FISHER et AGENT CARTER

23 mars 1990

PRÉSIDENTE : Eleanor A. Cronk

Appel de l'audience de la Loi sur la police

L'agent Michael Carter a été accusé d'avoir négligé d'exécuter une ordonnance légale contrairement au sous-alinéa 1b)(ii) du Code des infractions la Loi sur la police, en ne remplissant pas un constat de police.

Le plaignant a abordé l'agent et lui a demandé de l'accompagner pour remplir un constat pour un vol par effraction de ses effets personnels dans son véhicule. L'agent Carter a refusé de l'accompagner et de remplir le constat demandé par le plaignant.

Suite à l'audience exigée en vertu de la Loi sur la police, l'agent Carter a été déclaré coupable d'inconduite et a été obligé de démissionner dans les sept jours suivants sans quoi il aurait été sommairement congédié.

L'agent Carter a interjeté appel de la décision du tribunal de la police à la commission d'enquête civile conformément à l'article 16 de la Loi de 1984 sur les plaintes concernant la police de la communauté urbaine de Toronto. Son appel reposait sur deux motifs : il y avait une «grossière erreur» dans le témoignage du plaignant et le surintendant avait fait une erreur en décidant que le congédiement était la solution appropriée.

La commission a examiné la preuve et a décidé que le surintendant avait correctement évalué le témoignage, compte tenu des circonstances touchant l'agent, et avait infligé la peine appropriée. La commission a évalué le dossier personnel de l'agent Carter et a constaté de nombreux écarts de conduite. La commission a entériné la décision du congédiement. L'appel a donc été rejeté.

3. OBJET : RAMSAY et SERGENT LANG, AGENT QUINTIERI et AGENT MORPHET

19 février 1990

PRÉSIDENT : W.A. Derry Millar

Audience ordonnée par le chef de police

Le début des procédures a été retardé en raison d'une décision du chef de police de ne pas prendre une décision finale avant qu'une poursuite civile intentée en même temps par le plaignant ne soit réglée. La cour divisionnaire dans l'affaire Ramsay et le chef de police de la communauté urbaine de Toronto et al. (exposée dans le rapport annuel de 1988) a ordonné au chef de police de prendre sa décision en fonction du rapport final pour que le processus de la plainte puisse être suivi rapidement comme le dicte la loi.

Le plaignant Dana Ramsay a allégué que le sergent David Lang, l'agent Michael Morphet et l'agent Victor Quintieri ont amené le plaignant, qui était à un match de football, dans un endroit clos et ont usé de violence excessive contre lui en le rouant de coups, contrairement au sous-alinéa 1g)(i) du Code des infractions de la Loi sur la police.

La commission a jugé que le sergent Lang et l'agent Quintieri avaient fait preuve d'inconduite mais que l'agent Morphet n'avait pas eu d'inconduite. La commission a imposé une réprimande écrite

à chaque policier, en plus d'un retrait de 12 jours de congé pendant lesquels ils devront travailler sans solde.

4. OBJET : ZWIRKO et SERGENT BROWN, AGENT LADD, AGENT GALLIPEAU et AGENT CLIFFORD

8 mai 1990

PRÉSIDENT : E. Irish

Audience ordonnée par le commissaire aux plaintes du public

Le plaignant (Stanley Zwirko) a allégué que le sergent Allen Brown, l'agent John Ladd, l'agent Ronald Clifford et l'agent Edward Gallipeau avaient usé de violence excessive contre lui en le menaçant et en le rouant de coups lors d'une fouille sans vêtements tenue dans une cellule, contrairement au sous-alinéa 1g)(ii) du Code des infractions de la Loi sur la police.

La commission a décidé que les policiers susmentionnés n'étaient pas coupables d'inconduite. Elle a admis que Monsieur Zwirko avait subi quelques blessures suite à une altercation mais a conclu que les blessures se sont produites parce que les policiers ont dû user de violence excessive pour l'incarcérer. Toutefois, la commission a admis que quelqu'un s'était tenu sur le torse de Monsieur Zwirko durant l'incident, et s'est sentie obligée de mentionner l'incident. Elle a jugé cette conduite dérangeante et déplorable parce que complètement inutile. Lorsque l'agent s'est tenu sur le

torse du plaignant, ce dernier était dans un état passif. Il n'y avait pas d'indice que Monsieur Zwirko essayait de résister à ce moment-là, et par conséquent, on peut se demander pourquoi un agent sentait qu'il devait retenir le plaignant ainsi. Malheureusement, l'avocat du procureur général n'a pas pu déterminer de quel agent il s'agissait. La commission a déclaré qu'elle espérait que la direction du poste de police verrait à faire une enquête interne concernant cet incident particulier afin d'indiquer clairement que ce genre de comportement ne serait pas toléré.

ANNEXES

APPENDIX A

Government
of Ontario

Metropolitan Toronto Police Force Complaints Act, 1984

Statutes of Ontario, 1984
Chapter 63

as amended by
1986, Chapter 31

and

Ontario Regulation 494/85

Printed by Gérard J. M. Raymond,
*Queen's Printer for Ontario

1

CHAPTER 63

Metropolitan Toronto Police Force Complaints Act, 1984

1. In this Act, Interpretation

(a) "Bureau" means the Public Complaints Investigation Bureau;

(b) "chief of police" means the chief of police of the Metropolitan Police Force;

(c) "Commissioner" means the Public Complaints Commissioner appointed under this Act;

(d) "complainant" means a member of the public who makes a complaint in accordance with the provisions of this Act;

(e) "complaint" means an allegation or allegations, made orally or in writing, by a member of the public, concerning the misconduct of a police officer;

(f) "inquiry" means an allegation or allegations concerning conduct of a police officer that does not amount to "misconduct";

(g) "misconduct" means an act or omission on the part of a police officer that constitutes an offence under the Code of Offences set out in the Schedule to Regulation 791 of Revised Regulations of Ontario, 1980, made under the *Police Act*; R.S.O. 1980, c. 381

(h) "officer in charge" means the police officer who at any particular time, while on duty, is in charge of and responsible for, the proper functioning of a police facility;

(i) "police officer" means a police officer on the Metropolitan Police Force;

(j) "prescribed" means prescribed by the regulations;

(k) "regulations" means the regulations made under this Act;

(l) "subject officer" means a police officer who is the subject of a complaint. 1984, c. 63, s. 1.

Application of Act

2. This Act applies to complaints and inquiries made by members of the public respecting the conduct of police officers on the Metropolitan Police Force and hearings under this Act and disciplinary proceedings under the *Police Act* and the regulations thereunder arising out of such complaints. 1984, c. 63, s. 2.

R.S.O. 1980, c. 381

Appointment of Public Complaints Commissioner

3.—(1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a Public Complaints Commissioner, to hold office for a term not exceeding five years, to exercise the powers and perform the duties assigned to him by this Act and the regulations.

Re-appointment

(2) The Commissioner may be reappointed for a further term or terms not exceeding, in each instance, five years.

Officers, etc.

(3) Such officers and employees as are considered necessary from time to time for the purposes of this Act may be appointed under the *Public Service Act*.

R.S.O. 1980, c. 418

Remuneration

(4) The Commissioner shall be paid such remuneration and allowance for expenses as may be fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Records

(5) The Commissioner shall maintain copies of all records, reports and other materials received by him under this Act.

Monitoring handling of complaints and inquiries

(6) The Commissioner shall monitor the handling of complaints and inquiries by the Bureau and the chief of police.

Annual report

(7) The Commissioner shall report annually on the affairs of his office to the Solicitor General and to the Attorney General and the Attorney General shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next ensuing session.

Summary of decisions

(8) The Commissioner shall cause to be prepared and published periodically a summary of the decisions, and the reasons therefor, made by the boards of inquiry under this Act.

Audit

(9) The accounts of the Commissioner shall be audited annually by the Provincial Auditor. 1984, c. 63, s. 3.

Panel for boards of inquiry

4.—(1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a panel of persons to act as members of boards of inquiry.

Recommendations for appointment

(2) One-third of the members of the panel shall be persons who are members of the Law Society of Upper Canada who are jointly recommended for appointment by the Attorney General and the Solicitor General.

Idem

(3) One-third of the members of the panel shall be persons, other than police officers, the appointment of whom the Metropolitan Board of Commissioners of Police and the Metropolitan Toronto Police Association have jointly recommended in writing to the Attorney General. 1984, c. 63, s. 4 (1-3).

Failure to make joint recommendations

(3a) If the joint recommendations referred to in subsection (3) have not been submitted to the Attorney General within the time that the Attorney General has specified under subsection (6), one-third of the members of the panel shall be persons, other than police officers and members of the Law Society of Upper Canada, who are jointly recommended for appointment by the Attorney General and the Solicitor General.

Individual recommendations to be considered

(3b) Before making the recommendation referred to in subsection (3a), the Attorney General and the Solicitor General shall consider any recommendations made by the Metropolitan Board of Commissioners of Police alone or the Metropolitan Toronto Police Association alone. 1986, c. 31, s. 1, *part*.

Idem

(4) One-third of the members of the panel shall be persons recommended by the council of The Municipality of Metropolitan Toronto to the Attorney General for appointment. 1984, c. 63, s. 4 (4).

Failure to make recommendations

(4a) If the recommendations referred to in subsection (4) have not been submitted to the Attorney General within the time that the Attorney General has specified under subsection (6), one-third of the members of the panel shall be persons, other than members of the Law Society of Upper Canada, who are jointly recommended for appointment by the Attorney General and the Solicitor General. 1986, c. 31, s. 1, *part*.

Term

(5) Appointments to the panel shall be for a term of two years and a person who is appointed may be reappointed for a further term or terms not exceeding, in each instance, two years.

Idem

(6) Recommendations made under subsections (3) and (4) shall be submitted to the Attorney General within such time as he may specify.

Members of Police Complaints Board under 1981, c. 43

(7) Notwithstanding subsection 34 (1), the members of the Police Complaints Board, except the chairman, constituted under the *Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981* shall act as members of boards of inquiry under this Act until such time as the panel referred to in subsection (1) is appointed and members of the Police Complaints Board appointed from the groups set out in subsections 4 (4), (5) and (6), respectively, of the *Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981* shall be deemed to be recommended under subsections (2), (3) and (4) of this section, respectively.

1981, c. 43

NOTE: Subsection 34 (1) as mentioned in subsection (7) above repealed the *Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981*, being chapter 43. See—1984, c. 63, s. 34 (1).

Remuneration

(8) The members of the panel shall be paid such remuneration and expenses as may be fixed by the Lieutenant Governor in Council. 1984, c. 63, s. 4 (5-8).

Establishment of Bureau

5.—(1) The chief of police shall establish and maintain for the purposes of this Act a branch of the Metropolitan Police Force to be known as the Public Complaints Investigation Bureau.

Staff

(2) The chief of police shall ensure that the Bureau is supplied with sufficient staff to effectively receive, record and investigate complaints and inquiries. 1984, c. 63, s. 5.

Where complaints may be made

6.—(1) A member of the public may make a complaint at the Bureau, at any police station in Metropolitan Toronto or at the office of the Commissioner.

Information

(2) The person who receives the complaint shall record the complaint in the prescribed form and shall furnish the complainant with a prescribed statement that sets out the procedures that will be followed respecting the complaint and the rights under this Act of the complainant, together with a copy of the complaint.

Preliminary investigation

(3) Where a complaint is recorded at a police station, the officer in charge of the station shall take all reasonable steps to ensure that all available evidence is gathered that may be lost if not secured immediately and, if appropriate, ensure that such other preliminary investigation as may be warranted is conducted and that a report concerning such preliminary

investigation is prepared and forwarded to the person in charge of the Bureau.

Copy of complaint

(4) Where a complaint is recorded at a police station, the person recording the complaint shall forward forthwith to the Bureau and to the Commissioner a copy of the complaint.

Idem

(5) Where a complaint is recorded at the Bureau, the person recording the complaint shall forward forthwith to the Commissioner a copy of the complaint.

Idem

(6) Where a complaint is recorded at the office of the Commissioner, the person recording the complaint shall forward forthwith to the Bureau a copy of the complaint. 1984, c. 63, s. 6.

Notification by Commissioner

7.—(1) Where a complaint is made by a person not directly affected by the incident, the Commissioner, as soon as practicable after receiving the complaint, shall in writing notify the person directly affected by the incident that a complaint has been made under this Act and advise him that he is entitled to be the complainant.

Where no action to be taken

(2) Where the person directly affected by the incident is not known or can not be found or does not, within thirty days of the date of the notification, file with the Commissioner a written request to be the complainant in the matter, no further action shall be taken under this Act in respect of such complaint.

Action under R.S.O. 1980, c. 381

(3) Nothing in subsection (2) shall prevent the chief of police from taking any disciplinary action that he could otherwise take under the *Police Act* and the regulations thereunder, and the chief of police shall notify the Commissioner if any such action is taken and the result thereof and either the chief of police or the Commissioner shall then notify the complainant.

Person deemed directly affected

(4) For the purposes of this section a person who observes an incident shall be deemed to be a person directly affected by the incident. 1984, c. 63, s. 7.

Reclassification by Bureau chief

8.—(1) Upon receipt of a complaint, the person in charge of the Bureau may, with the consent of the Commissioner, reclassify any of the separate allegations within the complaint as an inquiry, and the complainant and the subject officer shall be notified forthwith.

Response

(2) The person in charge of the Bureau shall determine whether any investigation is required in respect of an inquiry,

and if it is, cause such investigation to be conducted, respond to the complainant in writing within sixty days of receipt of the complaint and forward a copy of the response to the Commissioner forthwith.

Reclassification during investigation

(3) The person in charge of the Bureau may, during the course of an investigation under subsection (2), reclassify any of the separate allegations within the inquiry as a complaint, and the complainant, the subject officer and the Commissioner shall be notified forthwith.

Personal record

(4) No reference shall be made in the personal record of any police officer to an inquiry resolved in accordance with subsection (2). 1984, c. 63, s. 8.

Police officer to be informed

9. The person in charge of the Bureau shall inform forthwith the subject officer of the substance of the complaint in the prescribed form, unless, in the opinion of such person, to do so might adversely affect any investigation of the complaint. 1984, c. 63, s. 9.

Informal resolution

10.—(1) The person in charge of the Bureau shall consider whether a complaint can be resolved informally and, with the consent of the complainant and the subject officer, may attempt to so resolve the complaint.

Record of informal resolution

(2) Where a complaint is resolved informally, a record shall be made of the manner in which the complaint was resolved and the complainant and the subject officer shall each signify in writing his agreement to such resolution.

Copy of record to be furnished

(3) A copy of a record made under subsection (2) shall be furnished forthwith to the Commissioner, the complainant and the subject officer.

Informal resolution

(4) A complaint may be resolved informally by the person in charge of the Bureau in accordance with the procedures in this section at any time during the course of or after an investigation.

Where complaint to continue

(5) Notwithstanding subsection (1), where the Commissioner is of the opinion that the informal resolution was obtained as a result of a misunderstanding, a threat or other improper pressure, the Commissioner may notify the person in charge of the Bureau that the complaint shall continue and give reasons therefor in writing to the person in charge of the Bureau, the subject officer, the complainant and the chief of police and in such event the complaint shall continue to be treated as a complaint under this Act.

(6) The decision of the Commissioner under subsection (5) shall be deemed to be made in the exercise of a statutory power of decision within the meaning of the *Judicial Review Procedure Act*. Review of decision R.S.O. 1980, c. 224

(7) A complaint may be resolved informally by the Commissioner in accordance with the procedures in this section at any time during the course of an investigation or review by the Commissioner. Informal resolution by Commissioner

(8) No reference shall be made in the personal record of a subject officer to a complaint resolved under this section, except where misconduct has been admitted by the subject officer. 1984, c. 63, s. 10. No reference in personal record of subject officer

11.—(1) Where a complaint is not resolved informally, the person in charge of the Bureau shall cause an investigation to be made forthwith into the complaint in accordance with prescribed procedures. Investigation

(2) The person in charge of the Bureau shall forward to the Commissioner, the complainant and the subject officer an interim report in the prescribed form providing a summary of the investigation to date not later than thirty days after receipt of the complaint and shall forward further interim reports to the same persons on a monthly basis during the course of the investigation. Interim reports

(3) Notwithstanding subsection (2), the person in charge of the Bureau may decide not to make a report to the complainant or the subject officer where, in his opinion, to do so might adversely affect the investigation of the complaint or where there are no new matters to report, in which case the person in charge of the Bureau shall forthwith notify the Commissioner of the reasons for his decision. Exception

(4) Where an investigation has been completed, the person in charge of the Bureau shall cause a final investigation report in the prescribed form to be prepared and shall forward a copy thereof to the Commissioner, the chief of police, the complainant and the subject officer. Final report

(5) A final investigation report prepared under subsection (4) shall, Idem

(a) contain a summary of the complaint and a description of the alleged misconduct by the subject officer;

(b) contain a summary of the investigation and of information obtained from the complainant, the subject officer and witnesses, if any; and

(c) contain a description and analysis of any physical evidence obtained.

Further investigation at request of Commissioner

(6) The Commissioner may, upon receipt of a final investigation report, request that the chief of police cause further investigation to be made into the complaint and the results of any such investigation shall be forwarded to the Commissioner. 1984, c. 63, s. 11.

Withdrawal of complaint

12.—(1) All complaints and inquiries shall be dealt with in accordance with this Act, and shall not be withdrawn except in accordance with this Act.

Notice

(2) A complainant may withdraw a complaint at any time by giving notice, in the prescribed form, to the person in charge of the Bureau, who shall forward a copy thereof to the Commissioner and the subject officer.

Where to continue as complaint

(3) Notwithstanding subsection (2), where the Commissioner is of the opinion that the complainant withdrew the complaint as a result of a misunderstanding, a threat or other improper pressure, the Commissioner may notify the person in charge of the Bureau that the complaint shall continue, and give reasons therefor, in writing, to the person in charge of the Bureau, the subject officer, the complainant and the chief of police and in such event the complaint shall continue to be treated as a complaint under this Act.

Review of decision

R.S.O. 1980, c. 224

(4) The decision of the Commissioner to cause the complaint to continue shall be deemed to be made in the exercise of a statutory power within the meaning of the *Judicial Review Procedure Act*.

Disciplinary action under R.S.O. 1980, c. 381

(5) Notwithstanding subsection (2), where a complaint has been withdrawn by a complainant, such withdrawal shall not prevent the chief of police from taking any disciplinary action that he could otherwise take under the *Police Act* and the regulations thereunder and the chief of police shall notify the Commissioner if any such action is taken and the result thereof. 1984, c. 63, s. 12.

Where complaint not to be dealt with

13.—(1) Where it appears to the chief of police that,

(a) a complaint is frivolous, vexatious or made in bad faith;

(b) a complaint is not within the jurisdiction of this Act; or

(c) a complaint is one that could or should be more appropriately dealt with under an Act other than this Act,

the chief of police may decide that the complaint or any part thereof not be dealt with under this Act.

Notice

(2) The chief of police shall notify the Commissioner, the complainant and the subject officer of any decision made under subsection (1).

Disciplinary action under R.S.O. 1980, c. 381

(3) Notwithstanding subsection (1), the decision of the chief of police shall not prevent the chief from taking any disciplinary action that he could otherwise take under the *Police Act* and the regulations thereunder.

Review by Commissioner

(4) The complainant may, within thirty days of receiving notification under subsection (2), request the Commissioner to review the decision made under subsection (1), in which case all the provisions of this Act relating to a review by the Commissioner apply with necessary modifications.

Extension of time

(5) Notwithstanding subsection (4), where the Commissioner is satisfied that there are reasonable grounds for granting an extension, the Commissioner may extend the time for requesting a review. 1984, c. 63, s. 13.

Powers and duties of chief of police

14.—(1) The chief of police shall review a final investigation report and he may order such further investigation as he considers advisable and may, unless he decides that no action is warranted,

(a) cause an information alleging the commission of an offence by the subject officer to be laid and refer the matter to the Crown attorney for prosecution;

(b) order that one or more of the allegations contained in the complaint be heard by a board of inquiry;

(c) cause disciplinary proceedings to be taken under the *Police Act* and the regulations thereunder; and

R.S.O. 1980, c. 381

(d) after giving the subject officer ten working days to reply, either orally or in writing, to the complaint, counsel or caution the subject officer regarding his conduct,

but where the chief of police takes action under clause (b), (c) or (d), he shall not take action under any other of those clauses.

Hearing not stayed

R.S.O. 1980, c. 381

(2) Where the chief of police causes an information to be laid under clause (1) (a), such action shall not stay any disciplinary proceedings under the *Police Act* or any hearing by a board of inquiry unless the presiding officer or the board, as the case may be, is of the opinion that the hearing should be stayed until the court proceedings have been concluded.

Review by Commissioner

(3) A subject officer may within thirty days of the taking of any action under clause (1) (d), request the Commissioner to review the action, in which case all the provisions of this Act relating to a review by the Commissioner shall apply with necessary modifications.

Extension of time

(4) Notwithstanding subsection (3), where the Commissioner is satisfied that there are reasonable grounds for granting an extension, the Commissioner may extend the time for requesting a review.

Expunging from personal record

(5) Any action taken under clause (1) (d) shall be expunged from the personal record of the subject officer upon the expiration of a period of two years during which no other disciplinary action has been noted on the record.

Notice of action taken

(6) The chief of police shall give forthwith written notice of any action taken by him under subsection (1) or of his decision that no action is warranted to the Commissioner, the complainant and the subject officer and, where his decision is that no action is warranted or he has taken action under clause (1) (d), the chief of police shall give his reasons therefor.

Designation by chief of police

(7) The chief of police may designate any police officer of the rank of inspector or higher to exercise any of his powers and perform any of his duties under this Act and the police officer so designated has the powers and duties set out in the designation and where any power is conditional on the opinion of the chief of police, the requisite opinion shall be that of the police officer so designated. 1984, c. 63, s. 14.

Application of s. 23

R.S.O. 1980, c. 381

15.—(1) Where the chief of police has caused disciplinary proceedings to be taken under the *Police Act* and the regulations thereunder, subsections 23 (6), (8), (13), (14) and (15) of this Act apply with necessary modifications to a hearing held in connection with such proceedings.

Notice of decision

(2) The chief of police or, if he is not the person who holds a hearing referred to in subsection (1), the person who holds the hearing shall give forthwith written notice of his decision together with his reasons therefor to the Commissioner, the complainant and the subject officer. 1984, c. 63, s. 15.

Police officer may appeal

16. Where a hearing referred to in subsection 15 (1) has been held and a penalty has been imposed upon a subject officer, the officer may appeal in accordance with the provisions of this Act and not as provided in the *Police Act* and the regulations thereunder. 1984, c. 63, s. 16.

R.S.O. 1980, c. 381

Notice of appeal

17.—(1) A notice of appeal under section 16 shall be served on the Commissioner and the chief of police within fifteen days after the subject officer receives notice of the penalty imposed, and the Commissioner shall notify the complainant forthwith.

Extension of time

(2) Where a notice of appeal is filed after the time set out in subsection (1), the Commissioner shall assign, in accordance with the regulations, the matter to a member of the panel appointed on a recommendation made under subsection 4 (2) who may, if satisfied that there are reasonable grounds for doing so, extend the time for appealing and give such directions as he considers proper consequent upon the extension. 1984, c. 63, s. 17.

Commissioner may investigate

18.—(1) Notwithstanding any other provision of this Act, the Commissioner may investigate the allegations in the complaint,

(a) at any time after he receives the first interim report under subsection 11 (2) or the thirty-day period mentioned therein has expired;

(b) upon the request of the chief of police; or

(c) where he has reasonable grounds to believe that there has been undue delay or other exceptional circumstances in the conduct of an investigation under section 11.

Review of decision

(2) A decision to take action under clause (1) (c) shall be deemed to be made in the exercise of a statutory power within the meaning of the *Judicial Review Procedure Act*.

R.S.O. 1980, c. 224

Notice to chief of police

(3) The Commissioner shall forthwith notify the chief of police in writing of his intention to conduct an investigation under clause (1) (a) or (c) and shall give his reasons therefor in writing.

Idem

(4) Where the Commissioner conducts an investigation under subsection (1), he shall forward to the complainant, the subject officer, the person in charge of the Bureau and the chief of police an interim report in the prescribed form providing a summary of the investigation to date, not later than thirty days after he has given notification of his intention to conduct an investigation, and shall forward further interim reports to the same persons on a monthly basis during the course of the investigation, and upon the completion of his investigation he shall prepare a final investigation report and forward a copy thereof to the same persons.

Notice of action taken

(5) The chief of police, upon receipt of a final investigation report under subsection (4), shall review the report, together with any final investigation report prepared under subsection 11 (4), and shall make a decision in accordance with section 14 and shall notify all persons in accordance with subsection 14 (6).

Delegation

(6) The Commissioner may designate any person appointed under subsection 3 (3) to exercise any of his powers and perform any of his duties under this Act, and the person so designated has the powers and the duties set out in the designation, and where any power is conditional upon the opinion of the Commissioner, the requisite opinion shall be that of the designated person. 1984, c. 63, s. 18.

Request for review

19.—(1) Where a complainant is dissatisfied with the decision made on a disciplinary proceeding arising out of his complaint that is not a decision of a board of inquiry or with action taken by the chief of police under clause 14 (1) (d) or with a decision of the chief of police that no action is warranted, he may within thirty days of receipt of notification under subsection 14 (6) or 15 (2) request the Commissioner to review the matter.

Extension of time

(2) Notwithstanding subsection (1), where the Commissioner is satisfied that there are reasonable grounds for granting an extension the Commissioner may extend the time for requesting a review.

Hearing may be ordered

(3) Where the Commissioner receives a request under subsection (1), he shall review the matter and may, after such review, order a hearing by a board of inquiry if he believes that, in the public interest, such a hearing is required or he may decide to take no further action.

Notice

(4) The Commissioner shall give forthwith written notice to the chief of police, the complainant and the subject officer of

his decision under subsection (3) and, where his decision is to take no further action, shall give his reasons therefor.

Where appeal under s. 16

(5) Where a subject officer has appealed under section 16 a hearing ordered under subsection (3) shall be heard together with that appeal. 1984, c. 63, s. 19.

Powers on investigation or review

20.—(1) For the purposes of an investigation under section 18 or a review under section 19, the Commissioner may, where he has reasonable grounds to believe that it is necessary to do so in furtherance of the investigation or review, after informing the chief of police, enter a police station and examine therein books, papers, documents and things related to the complaint.

Powers on inquiry

R.S.O. 1980, c. 411

(2) For the purposes of an investigation or review, the Commissioner has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to such investigation or review as if it were an inquiry under that Act.

Appointment of person to make investigation or review

(3) The Commissioner may, in writing, appoint a person to make any investigation or review he is authorized to make and the person so appointed has all the powers and duties of the Commissioner relating to the investigation and the review.

Identification

(4) The Commissioner shall issue a certificate of appointment to any person appointed to make an investigation or review under subsection (3), which certificate shall contain a photograph of the person appointed, and the person appointed, while exercising any powers or performing any duties in respect of the investigation or review, shall produce the certificate of appointment upon request.

Report

(5) The person appointed to make an investigation or review shall report the results of his investigation or review to the Commissioner.

Obstruction

(6) No person shall obstruct the Commissioner or a person appointed by him to make an investigation or review or withhold from him or conceal or destroy any books, papers, documents or things related to the investigation or review.

Search warrant

(7) Where a justice of the peace is satisfied upon an *ex parte* application by the Commissioner or by a person appointed by him under subsection (3) that there is reasonable ground for believing there are in any building, dwelling, receptacle or place any books, papers, documents or things relating to an investigation or review, the justice of the peace may issue an order authorizing the person making the application, together with such persons as he calls upon to assist

him, to enter and search, if necessary by force, such building, dwelling, receptacle or place for such books, papers, documents or things and to examine them, but every such entry and search shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., standard time, unless the justice of the peace, by the order, otherwise authorizes.

Removal of books, etc.

(8) The Commissioner may, upon giving a receipt therefor, remove any books, papers, documents or things examined under subsection (1) or (7) relating to the investigation or review and shall with reasonable dispatch cause to be made copies of such books, papers or documents and return them promptly thereafter to the person from whom they were removed.

Admissibility of copies

(9) Any copy made as provided in subsection (8) and certified to be a true copy by the Commissioner is admissible in evidence in any action, proceeding or prosecution as *prima facie* proof of the original book, paper or document and its contents.

Appointment of experts

(10) The Commissioner may appoint an expert to examine books, papers, documents or things examined under subsection (1) or (7). 1984, c. 63, s. 20.

Report

21.—(1) Where, after making a review, the Commissioner is of the opinion that a police practice or procedure should be altered, he shall report his opinion and recommendations to the Metropolitan Board of Commissioners of Police, the chief of police and the Metropolitan Toronto Police Association.

Idem

(2) Where, as a result of any matter dealt with under this Act, the Commissioner is of the opinion that a practice or procedure or law affecting the resolution or prevention of public complaints should be altered or implemented, he shall report his opinion and recommendations to the Metropolitan Board of Commissioners of Police, the chief of police and the Metropolitan Toronto Police Association.

Idem

(3) Within ninety days of receiving a report under subsection (1) or (2), the Metropolitan Board of Commissioners of Police shall forward such report along with their comments and any comments submitted to them by the chief of police or the Metropolitan Toronto Police Association, to the Attorney General, the Solicitor General and the Commissioner. 1984, c. 63, s. 21.

Where board of inquiry to be constituted

22.—(1) Where,

(a) the chief of police has ordered that a matter be heard by a board of inquiry;

(b) a police officer has appealed under section 16; or

(c) the Commissioner has, under subsection 19 (3), ordered a hearing,

a board of inquiry shall be constituted in accordance with this section.

Assignment to board of inquiry

(2) Where, in the opinion of the Commissioner, the hearing involves misconduct by a subject officer that is of a minor nature, he shall assign, in accordance with the regulations, a member of the panel who was appointed on a recommendation made under subsection 4 (2) to sit alone to conduct the hearing.

Idem

(3) Where, in the opinion of the Commissioner, the hearing involves misconduct by a subject officer that is of a serious nature, he shall assign, in accordance with the regulations, three members of the panel to conduct the hearing.

Constitution of board R.S.O. 1980, c. 381

(4) Where, following a disciplinary hearing under the *Police Act* a board of inquiry is to be constituted, the board shall be constituted in accordance with subsection (3).

Who shall be on board

(5) The chairman of a board of inquiry constituted under subsection (3) or (4) shall be a person appointed to the panel on a recommendation made under subsection 4 (2), one member shall be a person appointed to the panel on a recommendation made under subsection 4 (3) and one member shall be a person appointed to the panel on a recommendation made under subsection 4 (4).

Statement of alleged misconduct

(6) The chief of police, where he has ordered a hearing, and the Commissioner, where he has ordered a hearing, shall provide the parties with a concise statement of the allegations of misconduct to be heard by the board.

Record

(7) Where, following a hearing referred to in subsection 15 (1), a board of inquiry has been constituted, the chief of police shall forward the record of that hearing, including the transcript, all documents, evidence and exhibits considered at that hearing, to the board.

Costs of record

(8) Where the Commissioner has ordered the hearing he shall pay the costs of preparing the record. 1984, c. 63, s. 22.

When hearing *de novo* and when on record

23.—(1) The hearing before the board of inquiry shall be *de novo*, except where the chief of police has prepared a record under subsection 22 (7), in which case the hearing shall be on the record but the board may, in special circumstances, hear such evidence as the board considers advisable.

Parties

(2) The parties to a hearing shall include,

(a) the chief of police, in respect of appeals instituted by the subject officer under section 16; and

(b) the Attorney General, except where an appeal has been instituted by the subject officer under section 16.

Adding parties

(3) A party may be added by the board at any stage of the hearing upon such terms as the board considers proper.

Attorney General to have carriage

(4) The Attorney General, where he is a party to the hearing, has carriage of the matter.

Notice of hearing

(5) The board shall appoint a time for a hearing and give written notice thereof to the parties.

Opportunity to examine evidence

(6) The subject officer and the complainant shall be afforded an opportunity to examine before the hearing any physical or documentary evidence that will be produced or any report the contents of which will be given in evidence at the hearing.

Board not to communicate with party

(7) The board conducting a hearing shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or with any party or his representative except upon notice to and opportunity for all parties to participate, but the board may seek legal advice from an adviser independent from the parties and in such case the nature of the advice should be made known to the parties in order that they may make submissions as to the law.

Oral evidence

(8) The oral evidence given at the hearing shall be recorded and, if so required, copies or a transcript thereof shall be furnished upon the same terms as in the Supreme Court.

Adjournment for view

(9) The board may, where it appears to be in the interests of justice, direct that the board and the parties and their counsel or representatives shall have a view of any place or thing, and may adjourn the hearing for that purpose.

Only members at hearing to participate in decision

(10) No member of the board shall participate in a decision following the hearing unless he was present throughout the

hearing and heard the evidence and argument of the parties and, except with the consent of the parties, no decision shall be given unless all members so present participate in the decision.

Decision

(11) A decision of a member of a board of inquiry sitting alone and a decision of a majority of the members of a board comprising three members is a decision of the board.

Release of documents

(12) Documents and things put in evidence at the hearing shall, upon the request of the person who produced them, be released to him within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

Police officer not required to give evidence R.S.O. 1980, c. 484

(13) Notwithstanding section 12 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the subject officer shall not be required to give evidence at the hearing nor shall any statement or answer required to be given by him in respect of the complaint made against him be admitted in evidence at the hearing, except with his consent.

Statement or admission not admissible in evidence

(14) Where the person in charge of the Bureau or the Commissioner attempts to resolve a complaint informally and the complaint is not so resolved, any statement or admission made during such attempt by the subject officer or by the complainant shall not be admitted in evidence at the hearing, except with the consent of the subject officer or the complainant, as the case may be.

Proof of misconduct

(15) No finding of misconduct by the subject officer shall be made unless the misconduct is proved beyond a reasonable doubt.

Imposition of penalty

(16) Where a board constituted under subsection 22 (2) finds the subject officer guilty of misconduct, it may,

(a) direct that days off not exceeding five days be forfeited;

(b) direct that pay not exceeding three days pay be forfeited; or

(c) reprimand the police officer.

Idem

(17) Where a board constituted under subsection 22 (3) finds the subject officer guilty of misconduct, it may,

(a) dismiss the police officer from the Metropolitan Police Force, whereupon the officer is thereby dismissed;

(b) direct that the police officer resign from the Metropolitan Police Force and, in default of resigning within seven days, be summarily dismissed;

(c) reduce the police officer in rank or gradation of rank and in pay in accordance with the rank to which he is reduced;

(d) direct that days off not exceeding twenty days be forfeited;

(e) direct that pay not exceeding five days pay be forfeited; or

(f) reprimand the police officer, which reprimand may be in lieu of or in addition to any other penalty imposed.

Notice of decision

(18) The board shall give forthwith written notice of its decision and the reasons therefor to the chief of police, the complainant, the subject officer, the Commissioner, the Solicitor General and the Attorney General.

No reference to hearing

(19) No reference to a hearing conducted by the board shall be made in the personal record of the subject officer unless the board has made a finding of misconduct.

Costs may be paid

(20) The Metropolitan Board of Commissioners of Police may, in such cases and to such extent as it thinks fit, pay any legal costs incurred by a subject officer in respect of a hearing conducted by a board and an appeal under section 24. 1984, c. 63, s. 23.

Appeal

24.—(1) A party to a hearing by a board may appeal within thirty days of the decision of the board to the Divisional Court.

Solicitor General and Attorney General entitled to be heard

(2) The Solicitor General, and the Attorney General where he is not entitled to appeal under subsection (1), are entitled to be heard, by counsel or otherwise, upon the argument of an appeal under this section.

What may be appealed

(3) An appeal under this section may be made on a question that is not a question of fact alone or from a penalty imposed under subsection 23 (17), or on both the question and the penalty. 1984, c. 63, s. 24.

How notice, etc., may be served

25. Any notice, report or other material required to be given, furnished, forwarded or otherwise served under this Act is sufficiently served if delivered personally or sent by

prepaid first class mail addressed to the person on whom service is required to be made at his last known or usual place of abode. 1984, c. 63, s. 25.

Matters confidential

26.—(1) Every person engaged in the administration of this Act and the regulations, including a member of the Metropolitan Police Force, shall preserve secrecy in respect of all matters that come to his knowledge in the course of his duties and shall not communicate any such matter to any other person except,

(a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations or the *Police Act* and the regulations thereunder; R.S.O. 1980, c. 381

(b) as may be required for the due enforcement of the law;

(c) to his counsel; or

(d) with the consent of the person to whom the matter relates.

Testimony

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be required to give testimony in any civil suit or proceeding with regard to information obtained by him in the course of his duties, except at a hearing under this Act or in a disciplinary proceeding under the *Police Act* and the regulations thereunder.

What is inadmissible in evidence

(3) No record, report, writing or document arising out of a complaint is admissible or may be used in evidence in any civil suit or proceeding, except at a hearing under this Act or in a disciplinary proceeding under the *Police Act* and the regulations thereunder.

Idem

(4) No oral statement, answer or admission referred to in subsections 23 (13) and (14) is admissible or may be used in evidence in any civil suit or proceeding, except at a hearing under this Act or in a disciplinary proceeding under the *Police Act* and the regulations thereunder. 1984, c. 63, s. 26. R.S.O. 1980, c. 381

Application of 1984, c. 11, s. 146

27. Section 146 of the *Courts of Justice Act, 1984* (photography at court hearing) applies with necessary modifications to a board hearing. 1984, c. 63, s. 27.

R.S.O. 1980, c. 325 does not apply

28. The *Ombudsman Act* does not apply to anything done under this Act. 1984, c. 63, s. 28.

Agreement for contributions

29. The Attorney General, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, and The Municipality of Metropolitan Toronto may enter into an agreement to provide for the payment by the municipality to the Treasurer of Ontario on such terms and conditions as may be agreed upon of contributions in respect of the moneys required for the purposes of this Act. 1984, c. 63, s. 29.

Offence

30. Any person who contravenes subsection 20 (6), subsection 26 (1) or section 27 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than $2,000. 1984, c. 63, s. 30.

Regulations

31. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(a) respecting the reporting and publication of decisions of boards of inquiry;

(b) assigning duties to the Commissioner;

(c) establishing a system that provides for the assignment of panel members on a rotational basis;

(d) prescribing forms and providing for their use; and

(e) prescribing any matter that by this Act is required to be or is referred to as prescribed. 1984, c. 63, s. 31.

Advisory committee

32.—(1) There shall be a committee composed of,

(a) the Deputy Attorney General;

(b) the Deputy Solicitor General;

(c) the chairman of the Ontario Police Commission;

(d) the Commissioner;

(e) the Assistant Deputy Attorney General-Criminal Law; and

(f) such other persons as may be jointly appointed by the Attorney General and the Solicitor General.

Duties

(2) It is the duty of the committee,

(a) to maintain under review the practice and procedures under this Act;

(b) to receive and consider matters brought to the attention of the committee by any person having an interest in the operation of the system for handling complaints under this Act;

(c) to make such recommendations as the committee considers appropriate for the improvement of the system for handling complaints; and

(d) to perform such other duties or functions as the committee may be requested to perform by the Attorney General or the Solicitor General.

Recommendations

(3) Any recommendations made under clause (2) (c) shall be forwarded by the committee to both the Attorney General and the Solicitor General. 1984, c. 63, s. 32.

Recommendation of Attorney General

33. On or before the day that is three years after the day this Act comes into force, the Attorney General shall, after having reviewed the operation of the panel, the Board and the advisory committee referred to in sections 4 and 32 respectively, recommend to the Lieutenant Governor in Council whether those bodies should continue in existence or be terminated. 1984, c. 63, s. 33.

Repeal

34.—(1) The *Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981*, being chapter 43, is repealed.

Proceedings continued under 1981, c. 43

(2) Notwithstanding subsection (1), the *Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981* shall continue in force and apply to a complaint that is made before the day this Act comes into force, for the purpose of continuing the proceedings in respect of that complaint, but the proceedings at any Board hearing commenced after the day this Act comes into force shall be in accordance with the provisions of this Act.

Commencement

35. This Act comes into force on the 21st day of December, 1984.

Short title

36. The short title of this Act is the *Metropolitan Toronto Police Force Complaints Act, 1984*.

APPENDIX B

ONTARIO REGULATION 494/85

under the Metropolitan Toronto Police Force Complaints Act, 1984

GENERAL

FORMS

1. A complaint shall be recorded in Form 1. O. Reg. 494/85, s. 1.

2. The subject officer shall be informed of the substance of the complaint in Form 1A. O. Reg. 494/85, s. 2.

3. The statement to be furnished under subsection 6 (2) of the Act to the person making the complaint shall be in Form 2. O. Reg. 494/85, s. 3.

4. A record of an informal resolution of a complaint shall be in Form 3. O. Reg. 494/85, s. 4.

5. An interim or final investigation report under subsection 11 (2), 11 (4) or 18 (4) of the Act shall be in Form 4. O. Reg. 494/85, s. 5.

6. A notice of withdrawal of a complaint shall be in Form 5. O. Reg. 494/85, s. 6.

BUREAU INVESTIGATIONS

7. An investigation under section 11 of the Act shall be pursued quickly and diligently and the investigator shall endeavour to obtain all information that may have a bearing on the complaint. O. Reg. 494/85, s. 7.

8. All information and evidence obtained in the investigation shall be recorded and preserved. O. Reg. 494/85, s. 8.

9. The investigator shall endeavour to interview the person making the complaint and the subject officer and to obtain written statements from them. O. Reg. 494/85, s. 9.

10. The investigator shall endeavour to interview the witnesses named by the person making the complaint and the subject officer and witnesses located as a result of the investigation and to obtain written statements from such witnesses. O. Reg. 494/85, s. 10.

11. The investigator shall endeavour to obtain photographs of all personal injuries or damage to property alleged and any other information and evidence that is relevant to the investigation and could only be preserved by way of photographs. O. Reg. 494/85, s. 11.

12. Where appropriate, the investigator shall attend at the scene of the alleged misconduct and obtain any relevant evidence. O. Reg. 494/85, s. 12.

13. The investigator shall endeavour to obtain all hospital records and medical reports related to the complaint. O. Reg. 494/85, s. 13.

14. The investigator shall make notes during or as soon as possible after completion of each investigative step and the notes shall be preserved. O. Reg. 494/85, s. 14.

15. Any information, notes or evidence, except physical evidence, that is required to be preserved under sections 8 and 14 shall be retained for a period of two years after the complaint is finally disposed of. O. Reg. 494/85, s. 15.

ASSIGNMENT OF PANEL MEMBERS

16. The Commissioner shall prepare three lists of names of persons appointed to the panel under subsection 4 (1) of the Act; one consisting of those persons recommended under subsection 4 (2) of the Act; one consisting of those persons recommended under subsection 4 (3) of the Act and one consisting of those persons recommended under subsection 4 (4) of the Act. O. Reg. 494/85, s. 16.

17. For the purposes of sections 17 and 22 of the Act, the Commissioner shall assign, to consider extending time to appeal or to conduct a hearing, as the case may be, the person whose name appears at the beginning of the appropriate list or lists. O. Reg. 494/85, s. 17.

18. The name of a person assigned to conduct a hearing shall, following such assignment, be removed from the beginning of the list and added to the end of the list. O. Reg. 494/85, s. 18.

19. If a person is unable to perform his or her duties or is unable to act within a time determined by the Commissioner to be reasonable, the Commissioner, upon being so informed, shall assign as a replacement the next person on the list, and the name of the person who is so replaced shall remain at the beginning of the list. O. Reg. 494/85, s. 19.

20. If, at any time, a person resigns as a member of the panel, the name of that person shall be deleted from the appropriate list. O. Reg. 494/85, s. 20.

21. If, at any time, a new person is appointed to the panel, the name of that person shall be placed at the end of the appropriate list. O. Reg. 494/85, s. 21.

Schedule

CODE OF OFFENCES

1. Any chief of police, other police officer or constable commits an offence against discipline if he is guilty of,

(*a*) DISCREDITABLE CONDUCT, that is to say, if he,

(i) acts in a disorderly manner, or in a manner prejudicial to discipline or likely to bring discredit upon the reputation of the police force,

(ii) is guilty of oppressive or tyrannical conduct towards an inferior in rank,

(iii) uses profane, abusive or insulting language to any other member of a police force,

(iv) wilfully or negligently makes any false complaint or statement against any member of a police force,

(v) assaults any other member of a police force,

(vi) withholds or suppresses a complaint or report against a member of a police force,

(vii) is guilty of an indictable offence or an offence punishable upon summary conviction under the *Criminal Code* (Canada), or

(viii) contravenes any provision of the *Police Act* or the regulations;

(*b*) INSUBORDINATION, that is to say, if he,

(i) is insubordinate by word, act or demeanour, or

(ii) without lawful excuse, disobeys, omits or neglects to carry out any lawful order;

(*c*) NEGLECT OF DUTY, that is to say, if he,

(i) without lawful excuse, neglects or omits promptly and diligently to perform a duty as a member of the police force,

(ii) idles or gossips while on duty,

(iii) fails to work in accordance with orders, or leaves an area, detachment, detail or other place of duty, without due permission or sufficient cause,

(iv) by carelessness or neglect permits a prisoner to escape,

(v) fails, when knowing where an offender is to be found, to report him or to make due exertions for bringing him to justice,

(vi) fails to report a matter that it is his duty to report,

(vii) fails to report anything that he knows concerning a criminal or other charge, or fails to disclose any evidence that he, or any person within his knowledge, can give for or against any prisoner or defendant,

(viii) omits to make any necessary entry in any official document or book,

(ix) feigns or exaggerates sickness or injury to evade duty,

(x) is absent without leave from or late for parade, court or any other duty, without reasonable excuse, or

(xi) is improperly dressed, dirty or untidy in person, clothing or equipment while on duty;

(*d*) DECEIT, that is to say, if he,

(i) knowingly makes or signs a false statement in an official document or book,

(ii) wilfully or negligently makes a false, misleading or inaccurate statement pertaining to official duties, or

(iii) without lawful excuse destroys or mutilates an official document or record or alters or erases an entry therein;

(*e*) BREACH OF CONFIDENCE, that is to say, if he,

(i) divulges any matter which it is his duty to keep secret,

(ii) gives notice, directly or indirectly, to any person against whom any warrant or summons has been or is about to be issued, except in the

lawful execution of such warrant or service of such summons,

(iii) without proper authority communicates to the public press or to any unauthorized person any matter connected with the police force,

(iv) without proper authority shows to any person not a member of the police force or any unauthorized member of the force any book, or written or printed paper, document or report that is the property of the police force,

(v) makes any anonymous communication to the chief of police or superior officer or authority,

(vi) canvasses, except as authorized by the Act or the regulations, any person in respect of a matter concerning the police force,

(vii) signs or circulates a petition or statement in respect to a matter concerning the police force, except through the proper official channel or correspondence or established grievance procedure, or

(viii) calls or attends any unauthorized meeting to discuss any matter concerning the police force;

(*f*) CORRUPT PRACTICE, that is to say, if he,

(i) takes a bribe,

(ii) fails to account for or to make a prompt, true return of money or property received in an official capacity,

(iii) directly or indirectly solicits or receives a gratuity, present, pass, subscription or testimonial without the consent of the chief of police,

(iv) places himself under a pecuniary or other obligation to a licensee concerning the granting or refusing of whose licence a member of the police force may have to report or give evidence,

(v) improperly use his character and position as a member of the police force for private advantage,

(vi) in his capacity as a member of the police force writes, signs or gives, without the consent of the Chief of Police, a reference or recommendation to a member or former member of the police force, or any other police force, or

(vii) without the consent of the chief of police, supports in any way an application for a licence of any kind;

(*g*) UNLAWFUL OR UNNECESSARY EXERCISE OF AUTHORITY, that is to say, if he,

(i) without good and sufficient cause makes an unlawful or unnecessary arrest,

(ii) uses any unnecessary violence to a prisoner or other person contacted in the execution of duty, or

(iii) is uncivil to a member of the public;

(*h*) DAMAGE TO CLOTHING OR EQUIPMENT, that is to say, if he,

(i) wilfully or carelessly causes waste, loss or damage to any article of clothing or equipment, or to any book, document or other property of the police force, or

(ii) fails to report waste, loss or damage however caused;

(*i*) CONSUMING INTOXICATING LIQUOR IN A MANNER PREJUDICIAL TO DUTY, that is to say, if he,

(i) while on duty is unfit for duty through drinking intoxicating liquor, or

(ii) reports for duty and is unfit for duty through drinking intoxicating liquor, or

(iii) except with the consent of a superior officer or in the discharge of duty, drinks or receives from any other person intoxicating liquor on duty, or

(iv) demands, persuades or attempts to persuade another person to give or purchase or obtain for a member of the police force any intoxicating liquor, while on duty;

(*j*) LENDING MONEY TO A SUPERIOR; OR

(*k*) BORROWING MONEY FROM OR ACCEPTING A PRESENT FROM ANY INFERIOR IN RANK.

2. Any chief of police, other police officer or constable also commits an offence against discipline and shall be liable to punishment as provided in the regulations, if he connives at, abets or is knowingly an accessory to any offence against discipline under

2ND SESSION, 34TH LEGISLATURE, ONTARIO 38 ELIZABETH II, 1989

Bill 107

(Chapter 10
Statutes of Ontario, 1990)

An Act to revise the Police Act and amend the law relating to Police Services

The Hon. S. Offer
Solicitor General

1st Reading	December 20th, 1989
2nd Reading	May 17th, 1990
3rd Reading	June 28th, 1990
Royal Assent	June 28th, 1990

Printed under authority of the Legislative Assembly by the
©Queen's Printer for Ontario

wear or use clothing or equipment that was issued to him or her in that capacity.

Suspension without pay

(5) If a police officer is convicted of an offence and sentenced to a term of imprisonment, the chief of police may suspend him or her without pay, even if the conviction or sentence is under appeal.

Earnings from other employment

72.—(1) If a police officer is suspended with pay, the pay for the period of suspension shall be reduced by the amount that he or she earns from other employment during that period.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to earnings from other employment that was commenced before the period of suspension.

PART VI

PUBLIC COMPLAINTS

Definitions

73.—(1) In this Part,

"bureau" means the public complaints investigation bureau of a police force;

"Commissioner" means the Police Complaints Commissioner appointed under section 99.

Police officer

(2) In this Part, unless the context indicates otherwise, a reference to a police officer is a reference to the police officer who is the subject of a complaint.

Attorney General

74. This Part shall be administered by the Attorney General.

Application of Part

75. Complaints by members of the public about the conduct of police officers shall be dealt with in accordance with this Part.

Bureau

76.—(1) Every chief of police shall establish and maintain a public complaints investigation bureau.

Staff

(2) The chief of police shall ensure that the bureau is supplied with sufficient staff to perform its duties effectively.

Small police forces

(3) If the police force has fewer than twenty police officers, the bureau of another police force may, under an agreement made in accordance with section 7 (municipal agreements for sharing police services) or 10 (municipal agreements for provi-

sion of police services by O.P.P.), act as the first-named police force's bureau as well; in that case, subsections (1) and (2) do not apply.

INITIAL HANDLING OF COMPLAINT

Complaint by member of public

77.—(1) A member of the public may make a complaint about the conduct of a police officer, orally or in writing,

(a) at the bureau of the police force to which the complaint relates, or at a station or detachment of that police force; or

(b) at an office of the Commissioner; or

(c) at any bureau, police station or detachment.

Recording of complaint

(2) The person who receives the complaint shall record it on a form provided by the Commissioner and shall give a copy of the completed form to the person who makes the complaint.

Information

(3) The person who makes the complaint shall also be given a statement, in a form provided by the Commissioner, that sets out the procedures followed in dealing with a complaint and describes the rights of a complainant.

Preservation of evidence, preliminary investigation

(4) The person on duty who is in charge of a place when a complaint is received shall,

(a) take all reasonable steps to ensure that evidence that might otherwise be lost is secured immediately;

(b) if he or she considers it appropriate, ensure that a preliminary investigation is conducted immediately; and

(c) ensure that a report on the evidence and on the preliminary investigation, if any, is forthwith prepared and attached to the complaint.

Copies of complaint

(5) The person who records the complaint shall forthwith send copies of it,

(a) to the bureau, the chief of police and the Commissioner, in the case of a complaint made at a station or detachment of the police force to which it relates;

(b) to the chief of police and the Commissioner, in the case of a complaint made at the bureau of the police force to which it relates;

(c) to the bureau and the chief of police of the police force to which it relates, in the case of a complaint made at an office of the Commissioner;

(d) to the Commissioner, in the case of a complaint made at a bureau, station or detachment of a different police force than the one to which it relates.

Complaint made to another police force

(6) If a complaint was made at a bureau, station or detachment of a different police force than the one to which it relates, the Commissioner shall forthwith send copies of the complaint and of any report prepared under subsection (4) to the appropriate bureau.

Complaint made more than six months after incident

(7) A complaint that is made more than six months after the incident to which it relates shall be further dealt with under this Part only if the Commissioner so directs.

Complaint by Commissioner

78.—(1) In exceptional circumstances, the Attorney General may direct the Commissioner to make a complaint about the conduct of a police officer.

Recording of complaint, copies

(2) The Commissioner shall cause the complaint to be recorded and shall send copies to the bureau and the chief of police of the force to which it relates.

Complainant

(3) The Commissioner is the complainant in the case of a complaint made under this section.

Non-application of certain provisions

(4) Subsection 77 (7) and sections 80 (notice to potential complainant), 81 (classification of complaint), 82 (reclassification), 83 (informal resolution) and 85 (decision by chief of police re no further action) do not apply to complaints made under this section.

Notice to police officer

79.—(1) When the bureau receives a complaint, the person in charge shall forthwith give the police officer notice of the substance of the complaint, unless in the person's opinion to do so might prejudice the investigation.

Form

(2) The notice shall be written on a form provided by the Commissioner.

Notice to potential complainant

80.—(1) If the complaint is made by a person who was not directly affected by the incident and did not observe it, the Commissioner shall, as soon as possible after receiving the

complaint, attempt to find the person who was directly affected by the incident or who observed it and send him or her a notice.

Idem

(2) The notice shall indicate that a complaint has been made, that the person is entitled to be the complainant in the matter and that the complaint will not be dealt with further unless he or she is the complainant.

Idem

(3) The notice shall also include information about the procedures followed in dealing with a complaint and the rights of a complainant.

No further action

(4) The complaint shall not be further dealt with under this Part if,

(a) no person who was directly affected by the incident or who observed it can be found; or

(b) the person to whom the Commissioner sends the notice does not, within thirty days of the date on which it is sent, file with the Commissioner a request to be the complainant in the matter.

Disciplinary proceeding

(5) However, if a disciplinary proceeding is commenced against the police officer in respect of the complaint, the chief of police shall notify the Commissioner of the proceeding and of its result, and the Commissioner shall then notify the person who made the complaint.

Reopening of matter

(6) If the person to whom the Commissioner sends the notice files a request to be the complainant in the matter after the thirty-day period referred to in subsection (4), the Commissioner may cause the matter to be reopened despite the late filing if he or she considers it advisable to do so.

Classification of complaint

81.—(1) When the bureau receives a complaint, the person in charge shall consider whether it relates to possible misconduct under section 56, to other matters or to both.

Idem

(2) If the person in charge is of the opinion that all or part of the complaint relates only to other matters than possible misconduct, he or she may, with the Commissioner's consent, classify the complaint or part as an inquiry.

Notice and investigation

(3) When all or part of a complaint has been classified as an inquiry, the person in charge shall forthwith notify the complainant and the police officer of the fact and may cause the inquiry to be investigated.

Response to complainant

(4) Not more than sixty days after the bureau receives the original complaint, the person in charge shall send the complainant a written response to the inquiry and shall also send the Commissioner a copy of the response, together with a summary of the results of any investigation.

Effect

(5) A complaint or part of a complaint that is classified as an inquiry and not reclassified as a complaint and that is the subject of a response under this section need not be dealt with further under this Part.

Reclassification

82.—(1) During the course of the investigation of an inquiry, if the person in charge concludes that all or part of it relates to possible misconduct, he or she may reclassify the inquiry or part as a complaint.

Idem

(2) After receiving a summary of the results of the investigation of an inquiry, the Commissioner may direct the person in charge to reclassify all or part of it as a complaint.

Notice

(3) The person in charge shall forthwith notify the complainant and the police officer of the reclassification, and shall also notify the Commissioner in the case of a reclassification under subsection (1).

Effect

(4) An inquiry or part of an inquiry that is reclassified as a complaint shall be dealt with as such under this Part.

INFORMAL RESOLUTION, WITHDRAWAL

Informal resolution by person in charge of bureau

83.—(1) If the complainant and the police officer consent, the complaint may be resolved informally by the person in charge of the bureau, before the chief of police gives notice of a decision under section 90, or by the Commissioner after that time.

Board's consent

(2) If a board of inquiry has begun to hear evidence or argument in respect of the complaint, its consent is also required for an informal resolution.

Record

(3) When a complaint is resolved informally, the resolution shall be recorded on a form provided by the Commissioner and signed by the complainant and police officer.

Copies

(4) Copies of the record shall be provided to the complainant and the police officer, and to the Commissioner if the complaint was resolved by the person in charge of the bureau.

Commissioner's decision that complaint to continue

(5) If the Commissioner is of the opinion that the informal resolution is the result of a misunderstanding or a threat or

other improper pressure, he or she may decide that the complaint shall continue to be dealt with under this Part despite the informal resolution.

Notice

(6) The Commissioner shall give notice of the decision, with reasons, to the complainant, the police officer, the chief of police and the person in charge of the bureau.

Withdrawal of complaint

84.—(1) The complainant may withdraw the complaint by giving a notice of withdrawal to the person in charge of the bureau, before the chief of police gives notice of a decision under section 90, or to the Commissioner after that time.

Idem, complaint made by Commissioner

(2) If the complaint was made under section 78, the Commissioner may withdraw it by giving a notice of withdrawal to the chief of police and a copy to the police officer; subsection (3) applies to the withdrawal but subsections (4) to (7) do not.

Board's consent

(3) If a board of inquiry has begun to hear evidence or argument in respect of the complaint, it shall not be withdrawn without the board's consent.

Copies

(4) A copy of the notice of withdrawal shall be provided to the police officer, and to the Commissioner if the person in charge of the bureau received the notice.

Form

(5) The notice of withdrawal shall be written on a form provided by the Commissioner.

Commissioner's decision that complaint to continue

(6) If the Commissioner is of the opinion that the withdrawal is the result of a misunderstanding or a threat or other improper pressure, he or she may decide that the complaint shall continue to be dealt with under this Part despite the withdrawal.

Notice

(7) The Commissioner shall give notice of the decision, with reasons, to the complainant, the police officer, the chief of police and the person in charge of the bureau.

POWERS OF CHIEF OF POLICE

Decision re no further action

85.—(1) At any time before making a decision under section 90, the chief of police may decide that the complaint or part of it shall not be further dealt with under this Part, if he or she is of the opinion that the complaint or part is frivolous or vexatious or was made in bad faith.

Notice

(2) The chief of police shall give the Commissioner, the complainant and the police officer notice of the decision.

Power to commence or continue disciplinary proceeding

86.—(1) The chief of police may commence or continue a disciplinary proceeding against a police officer under Part V even if,

(a) the complaint is withdrawn or is resolved informally; or

(b) the complaint is not to be further dealt with under this Part because of subsection 77 (7) (complaint filed more than six months after incident) or section 80 (complaint made by person not directly affected), or because of a decision by the chief of police under section 85.

Notice to Commissioner and complainant

(2) The chief of police shall give the Commissioner and the complainant notice of a decision to commence or continue a disciplinary proceeding in the circumstances described in subsection (1), and shall also give them notice of the results of the proceeding.

INVESTIGATION OF COMPLAINT

Investigation

87.—(1) The person in charge of the bureau shall cause an investigation to be conducted into the complaint in accordance with the prescribed procedures.

Interim reports

(2) During the course of the investigation, the person in charge shall send the Commissioner, the complainant and the police officer interim reports on the investigation at monthly intervals.

Idem

(3) The first interim report shall be sent not more than thirty days after the bureau receives the complaint.

Exception

(4) If there are no new matters to report, the person in charge may send the Commissioner, the complainant and the police officer a notice to that effect instead of an interim report.

Idem

(5) The person in charge may withhold an interim report from the complainant or the police officer if, in his or her opinion, it is desirable to do so in order to avoid prejudicing the investigation, but in that case shall forthwith notify the Commissioner of the decision and the reasons for it.

Final report

(6) When the investigation has been completed, the person in charge shall cause a final report to be prepared and shall send copies of it to the Commissioner, the chief of police, the complainant and the police officer.

Contents (7) The final report shall contain,

(a) a summary of the complaint, including a description of the police officer's alleged misconduct;

(b) a summary of the investigation, including summaries of the information obtained from the complainant, the police officer and any witnesses; and

(c) a description and analysis of any physical evidence obtained.

Further investigation (8) After receiving a final report, the Commissioner may require the chief of police to have the complaint investigated further.

Idem (9) A summary of the results of any further investigation shall be sent to the persons who received the final report.

Forms (10) The interim reports and final report shall be written on forms provided by the Commissioner.

Investigation by Commissioner 88.—(1) The Commissioner may conduct the investigation into the complaint, instead of the bureau,

(a) for any reason, after receiving the first interim report or after the thirty-day period referred to in subsection 87 (3) has expired;

(b) if the complainant has commenced a court proceeding against the police officer, the police force or the chief of police, the police services board or the municipality (in the case of a municipal police force) or the Crown in right of Ontario (in the case of the Ontario Provincial Police) in connection with the incident to which the complaint relates;

(c) if the Commissioner has reasonable grounds to believe that undue delay or other unusual circumstances have affected the bureau's investigation or the preparation of its final report; or

(d) if the chief of police requests that the Commissioner conduct the investigation.

Duty of chief of police (2) The chief of police, if he or she becomes aware that the complainant has commenced a court proceeding of the kind described in clause (1) (b), shall forthwith notify the Commissioner of the fact.

Complaints concerning more than one police force

(3) If the complaint concerns more than one police force, the Commissioner shall conduct the investigation.

Notice

(4) When the Commissioner decides to conduct the investigation, he or she shall forthwith notify the chief of police, giving reasons in the case of a decision under clause (1) (a) or (c).

Effect on bureau

(5) When the Commissioner notifies the chief of police of a decision to conduct the investigation, the person in charge of the bureau shall forthwith end any investigation begun by the bureau and send to the Commissioner the evidence that has been gathered and the documents relating to the complaint.

Manner of conducting investigation

(6) Section 87 applies to the Commissioner's investigation, with necessary modifications, except that the Commissioner shall send the first interim report not more than thirty days after giving notice of the decision to conduct the investigation.

Investigation of complaint made by Commissioner

89.—(1) If the complaint was made under section 78, the Commissioner shall conduct the investigation in accordance with the prescribed procedures, and section 87 does not apply.

Interim reports

(2) The Commissioner shall send the police officer and the chief of police interim reports on the investigation at monthly intervals.

Idem

(3) The first interim report shall be sent not more than thirty days after the Commissioner makes the complaint.

Exception

(4) If there are no new matters to report, the Commissioner may send the police officer and the chief of police a notice to that effect instead of an interim report.

Idem

(5) The Commissioner may withhold an interim report from the police officer if, in his or her opinion, it is desirable to do so to avoid prejudicing the investigation, but in that case shall forthwith notify the chief of police of the decision and the reasons for it.

Final report

(6) When the investigation has been completed, the Commissioner shall cause a final report to be prepared and shall send copies of it to the chief of police and the police officer.

Contents

(7) The final report shall contain,

(a) a summary of the complaint, including a description of the police officer's alleged misconduct;

(b) a summary of the investigation, including summaries of the information obtained from the police officer and any witnesses; and

(c) a description and analysis of any physical evidence obtained.

DECISION BY CHIEF OF POLICE

Review of final report

90.—(1) The chief of police shall review the final report of the investigation of a complaint and may order further investigation if he or she considers it advisable.

Results of further investigation

(2) A summary of the results of any further investigation shall be sent to the persons who received the final report, and to the Commissioner if he or she conducted the original investigation.

Decision

(3) After reviewing the final report and the results of any further investigation, the chief of police shall,

(a) decide that no further action is necessary;

(b) admonish the police officer regarding the matter in accordance with subsection 59 (1);

(c) hold a disciplinary hearing under section 60;

(d) order that all or part of the complaint be the subject of a hearing by a board of inquiry; or

(e) cause an information to be laid against the police officer and refer the matter to the Crown Attorney for prosecution.

Idem

(4) If the chief of police decides to hold a disciplinary hearing under section 60 or orders a hearing by a board of inquiry, he or she may at the same time cause an information to be laid against the police officer.

Notice

(5) The chief of police shall give written notice of the decision to the Commissioner, the complainant and the police officer, with reasons in the case of a decision that no further action is necessary or a decision to admonish the police officer.

Idem

(6) If the chief of police orders a hearing by a board of inquiry, he or she shall also notify the chair appointed under subsection 103 (9).

(7) The chief of police shall give notice of the decision within six months of receiving the final report, unless the Commissioner grants an extension. Six-month time limit

(8) If the chief of police does not give notice of the decision within the six-month period and is not granted an extension, he or she shall be deemed to have decided that no further action is necessary. Deemed decision

REVIEW BY COMMISSIONER

91.—(1) The Commissioner shall review the decision of the chief of police, Review by Commissioner

(a) at the complainant's or police officer's request, in the case of a decision under section 90 to admonish the police officer;

(b) at the complainant's request, in the case of a decision under section 90 that no further action is necessary;

(c) at the complainant's request, in the case of a decision under section 85 that the complaint or part of it not be further dealt with under this Part.

(2) The Commissioner may, if in his or her opinion it is in the public interest to do so, review the decision of the chief of police, Idem

(a) in the case of a decision under section 90 to admonish the police officer;

(b) in the case of a decision under section 90 that no further action is necessary;

(c) in the case of a decision under section 85 that the complaint or part of it not be further dealt with under this Part.

(3) The Commissioner shall, at the complainant's request, review the decision made in a disciplinary hearing under section 60 arising out of a complaint. Idem

(4) The complainant or police officer may request a review by the Commissioner only within thirty days of receiving notice of the decision, unless the Commissioner grants an extension. Thirty-day limit

Complaint made by Commissioner

(5) In the case of a complaint made under section 78, the Commissioner may review,

(a) a decision by the chief of police to admonish the police officer;

(b) a decision by the chief of police that no further action is necessary;

(c) the decision made in a disciplinary hearing under section 60 arising out of the complaint.

Commissioner's decision

(6) After conducting the review, the Commissioner may decide to take no further action, or may order a hearing by a board of inquiry if he or she believes it to be necessary in the public interest.

Notice

(7) The Commissioner shall forthwith give written notice of his or her decision, with reasons in the case of a decision to take no further action, to the chief of police, the complainant and the police officer.

Idem

(8) If the Commissioner orders a hearing by a board of inquiry, he or she shall also notify the chair appointed under subsection 103 (9).

HEARING BY BOARD OF INQUIRY

Police officer's appeal to board

92.—(1) If a penalty is imposed on a police officer after a disciplinary hearing under section 60 that was conducted as a result of the complaint, he or she may appeal to a board of inquiry by serving a notice of appeal on the Commissioner, the chair of the panel and the chief of police within fifteen days of receiving notice of the decision.

Notice to complainant

(2) The Commissioner shall forthwith notify the complainant of the appeal.

Extension of time for appeal

(3) A member of the panel who was appointed on a recommendation made under subsection 103 (2) may grant an extension of the time provided for serving a notice of appeal, before or after the expiry of the time, and may give directions in connection with the extension.

Appeal to be combined with other hearing

(4) The hearing of the police officer's appeal and any hearing ordered by the Commissioner under section 91 shall be combined.

Constitution of board

93.—(1) A board of inquiry shall be constituted,

(a) when the chief of police orders under section 90 that a matter be heard by a board of inquiry;

(b) when the Commissioner orders a hearing under section 91; and

(c) when a police officer appeals under section 92.

Assignment of members to board

(2) The chair of the panel shall assign the following members of the panel to the board of inquiry, choosing members from the area where the complaint arose if possible:

1. As presiding officer, a member who was appointed on a recommendation made under subsection 103 (2).

2. A member who was appointed on a recommendation made under subsection 103 (3).

3. A member who was appointed on a recommendation made under subsection 103 (4).

Complaint against chief of police

(3) In the case of a complaint against a chief of police, the board of inquiry shall include, instead of a member of the panel who was appointed on a recommendation made under subsection 103 (3), a person, other than a police officer or a member of the Law Society of Upper Canada, appointed to the board of inquiry by the chair of the panel on the recommendation of the Ontario Association of Chiefs of Police.

New hearing, exception

94.—(1) The hearing before the board of inquiry shall be a new hearing, unless it follows a disciplinary hearing under section 60; in that case it shall be on the record, but the board may receive new or additional evidence as it considers just.

Record of disciplinary hearing

(2) If a board is constituted following a disciplinary hearing, the chief of police shall cause a record of the hearing to be prepared, at the Commissioner's expense if the Commissioner ordered the hearing before the board.

Idem

(3) The record shall include a transcript and shall be accompanied by the documents, physical evidence and exhibits considered at the disciplinary hearing.

Parties

95.—(1) The parties to a hearing are,

(a) the complainant;

(b) the police officer;

(c) the Commissioner; and

(d) the chief of police, in the case of an appeal by the police officer.

Idem

(2) The board of inquiry may add parties at any stage of the hearing on the conditions it considers proper.

Carriage

(3) In the case of a hearing ordered by the chief of police or by the Commissioner, the Commissioner has carriage of the matter and, in the case of an appeal by the police officer, the police officer has carriage.

Statement of alleged misconduct

(4) In the case of a hearing ordered by the chief of police or by the Commissioner, the chief of police or the Commissioner, as the case may be, shall provide the parties with a concise statement of the allegations of misconduct to be heard.

Notice of hearing

96.—(1) The board of inquiry shall appoint a time for the hearing and notify the parties.

Examination of evidence

(2) Before the hearing, the police officer and the complainant shall be given an opportunity to examine any physical or documentary evidence that will be produced or any report whose contents will be given in evidence at the hearing.

Recording of evidence

(3) The oral evidence given at the hearing shall be recorded and copies or transcripts shall be provided on the same terms as in the Supreme Court of Ontario.

Application of 1984, c. 11, s. 146

(4) Section 146 of the *Courts of Justice Act, 1984* (photography at court hearing) applies with necessary modifications to the hearing.

Police officer not required to give evidence

R.S.O. 1980, c. 484

(5) Despite section 12 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the police officer shall not be required to give evidence at the hearing.

Limited admissibility of certain statements

(6) No statement made by the police officer or complainant in the course of an attempt to resolve the complaint informally shall be admitted in evidence at the hearing, except with the consent of the person who made the statement.

Board not to communicate in relation to subject-matter of hearing

(7) The board of inquiry shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or party or party's counsel or representative, unless all parties receive notice and have an opportunity to participate.

(8) However, the board may seek legal advice from an adviser independent of the parties, and in that case the nature of the advice shall be communicated to the parties so that they may make submissions as to the law. Exception

(9) If it appears to be in the interests of justice, the board may direct that the board, the parties and their counsel or representatives shall have a view of any place or thing, and may adjourn the hearing for that purpose. Adjournment for view

(10) Within a reasonable time after the matter has been finally determined, documents and things put in evidence at the hearing shall, on request, be released to the person who produced them. Release of exhibits

(11) If the police officer is charged with an offence under a law of Canada or of a province or territory in connection with the misconduct or possible misconduct to which the complaint relates, the hearing shall continue unless the Crown Attorney advises the presiding officer that it should be stayed until the conclusion of the court proceedings. Stay

(12) No member of the board shall participate in a decision unless he or she was present throughout the hearing and heard the parties' evidence and argument; except with the parties' consent, no decision shall be given unless all the members so present participate in it. Only members at hearing to participate in decision

(13) The decision of a majority of the members of the board is the board's decision. Decision

97.—(1) If misconduct is proved at the hearing on clear and convincing evidence, the chief of police may make submissions as to penalty and the board of inquiry may, Penalties

(a) dismiss the police officer from the police force;

(b) direct that the police officer be dismissed in seven days unless he or she resigns before that time;

(c) demote the police officer, specifying the manner and period of the demotion;

(d) suspend the police officer without pay for a period not exceeding thirty days or 240 hours, as the case may be;

(e) direct that the police officer forfeit not more than five days' or forty hours' pay, as the case may be; or

(f) direct that the police officer forfeit not more than twenty days or 160 hours off, as the case may be.

Calculation

(2) Penalties imposed under clauses (1) (d), (e) and (f) shall be calculated in terms of days if the police officer normally works eight hours a day or less and in terms of hours if he or she normally works more than eight hours a day.

Idem

(3) Instead of or in addition to a penalty described in subsection (1), the board may reprimand the police officer.

Notice of decision

(4) The board shall promptly give written notice of the decision, with reasons, to the parties and the Attorney General.

Appeal to Divisional Court

98.—(1) A party to a hearing before a board of inquiry may appeal to the Divisional Court within thirty days of receiving notice of the board's decision.

Grounds for appeal

(2) An appeal may be made on a question that is not a question of fact alone, or from a penalty, or both.

Attorney General

(3) The Attorney General is entitled to be heard, by counsel or otherwise, on the argument of the appeal.

POLICE COMPLAINTS COMMISSIONER

Appointment of Commissioner

99.—(1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a Police Complaints Commissioner, to hold office for a term not exceeding five years.

Reappointment

(2) The Commissioner may be reappointed for a further term or terms not exceeding five years in each case.

Staff

R.S.O. 1980, c. 418

(3) Such employees as are considered necessary for the purposes of this Part may be appointed under the *Public Service Act*.

Remuneration

(4) The Commissioner shall be paid such remuneration and allowance for expenses as may be fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Records

(5) The Commissioner shall maintain copies of all records, reports and other materials received under this Part.

Monitoring handling of complaints

(6) The Commissioner shall monitor the handling of complaints by bureaus and chiefs of police.

Local offices

(7) The Commissioner may establish local offices.

(8) Anything that is given to or served upon the Commissioner under this Part may be given or served at one of the local offices. Idem

(9) The Commissioner shall report annually to the Attorney General. Annual report

(10) The Commissioner's accounts shall be audited annually by the Provincial Auditor. Audit

100.—(1) For the purposes of an investigation under section 88 or 89 or a review under section 91, the Commissioner may, if he or she has reasonable grounds to believe that it is necessary to do so in furtherance of the investigation or review, enter a police station after informing the chief of police and examine there documents and things related to the complaint. Powers on investigation or review

(2) For the purposes of an investigation or review, the Commissioner has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to the investigation or review as if it were an inquiry under that Act. Powers on inquiry R.S.O. 1980, c. 411

(3) The Commissioner may, in writing, appoint a person to make any investigation or review the Commissioner is authorized to make and the person has all the powers and duties of the Commissioner relating to the investigation and the review. Appointment of person to make investigation or review

(4) The person shall be provided with a certificate of appointment containing his or her photograph, and while exercising any powers or performing any duties in respect of the investigation or review shall produce the certificate of appointment upon request. Identification

(5) The person shall report the results of the investigation or review to the Commissioner. Report

(6) No person shall obstruct the Commissioner or a person appointed under subsection (3) or withhold from the Commissioner or person or conceal or destroy any documents or things related to the investigation or review. Obstruction

(7) If a justice of the peace is satisfied, on an application made without notice by the Commissioner or a person appointed under subsection (3), that there are reasonable grounds to believe that there are in any place documents or things relating to an investigation or review, the justice of the peace may make an order authorizing the applicant, together with such persons as he or she calls on for assistance, to enter Search warrant

the place, by force if necessary, search for the documents or things and examine them.

Entry and search at night restricted

(8) The entry and search shall not be made between the hours of 9 p.m. and 6 a.m. unless the order so authorizes.

Removal of books, etc.

(9) The Commissioner may, upon giving a receipt, remove any documents or things examined under subsection (1) or (7) relating to the investigation or review, shall cause them to be copied with reasonable dispatch and shall then return them promptly to the person from whom they were removed.

Admissibility of copies

(10) A copy made as provided in subsection (9) and certified to be a true copy by the Commissioner is admissible in evidence in any proceeding and is proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original document and its contents.

Appointment of expert

(11) The Commissioner may appoint an expert to examine documents or things examined under subsection (1) or (7).

Recommendations concerning police practices or procedures

101.—(1) The Commissioner may make recommendations with respect to the practices or procedures of a police force by sending the recommendations, with any supporting documents, to,

(a) the Attorney General;

(b) the Solicitor General;

(c) the chief of police;

(d) the association, if any; and

(e) the police services board, in the case of a municipal police force.

Comments

(2) Within ninety days of receiving the recommendations, the chief of police, association and police services board shall send their comments to the Attorney General, the Solicitor General and the Commissioner.

Judicial review of Commissioner's decisions

102. The Commissioner's decisions under subsection 83 (5) (complaint to continue to be dealt with despite informal resolution), subsection 84 (6) (complaint to continue to be dealt with despite withdrawal) and clause 88 (1) (c) (decision to conduct investigation because of undue delay) shall be deemed to be made in the exercise of a statutory power of decision.

BOARDS OF INQUIRY

Panel for boards of inquiry

103.—(1) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a panel of persons to act as members of boards of inquiry to conduct hearings in connection with complaints.

Recommendations for appointment

(2) One-third of the members of the panel shall be members of the Law Society of Upper Canada who are recommended for appointment by the Attorney General.

Idem

(3) One-third of the members of the panel shall be persons, other than police officers and members of the Law Society of Upper Canada, who are recommended for appointment by the Police Association of Ontario.

Idem

(4) One-third of the members of the panel shall be persons, other than police officers and members of the Law Society of Upper Canada, who are recommended for appointment by the Association of Municipalities of Ontario.

Failure to make recommendations

(5) The Attorney General may make the recommendations under subsection (3) or (4) if the Police Association of Ontario or the Association of Municipalities of Ontario, as the case may be, do not submit written recommendations to the Attorney General within the time that he or she specifies.

Term

(6) Appointments to the panel shall be for a term not exceeding three years and a member may be reappointed for a further term or terms.

Continuance in office for uncompleted assignments

(7) A member of the panel whose term expires without reappointment continues in office for the purpose of completing the work of a board to which he or she was assigned before the expiration of the term.

Remuneration

(8) The members of the panel shall be paid such remuneration and expenses as may be fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Chair

(9) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a person to be the chair of the panel.

Annual summary of decisions

(10) The chair shall cause to be prepared and published an annual summary of the decisions of boards, with reasons.

GENERAL MATTERS

Police officer's employment record

104. No reference to a complaint, a hearing held under this Part or a disciplinary hearing conducted under section 60 as a result of the complaint shall be made in the police offi-

cer's employment record, and the matter shall not be taken into account for any purpose related to his or her employment, unless,

(a) the police officer is convicted of an offence in connection with the incident;

(b) misconduct is proved on clear and convincing evidence at a hearing held under this Part or at a disciplinary hearing;

(c) the chief of police admonishes the police officer in connection with the incident, in accordance with subsection 59 (1);

(d) the police officer admits misconduct in the course of attempts to resolve the complaint informally; or

(e) the police officer resigns before the complaint is finally disposed of.

Resignation after hearing ordered

105.—(1) This section applies to a police officer who resigns from the police force after a hearing is ordered under section 90 or 91.

Idem

(2) If the police officer resigns before a board of inquiry is constituted under section 93, the following rules apply:

1. No board of inquiry shall be constituted unless the police officer, within twelve months of the resignation, applies for employment with a police force or is employed by a police force.

2. In that case, the board acquires jurisdiction over the police officer despite the earlier resignation.

Idem

(3) If the police officer resigns after a board of inquiry is constituted, the following rules apply:

1. The board of inquiry loses jurisdiction over the police officer.

2. If the police officer, within twelve months of the resignation, applies for employment with a police force or is employed by a police force, the board's jurisdiction is revived.

Notice

106.—(1) A notice or other document required to be given or sent under this Part is sufficiently given if delivered

personally or sent by prepaid registered mail addressed to the person.

Notice by mail

(2) Notice that is given by mail shall be deemed to be given on the fifth day after the day of mailing, unless the person to whom the notice is to be given establishes that he or she, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond his or her control failed to receive the notice until a later date.

Delegation by chief of police

107.—(1) The chief of police may authorize any police officer of the rank of inspector or higher (from another police force if there is none in the chief's own police force) to exercise any power or perform any duty of the chief of police referred to in this Part.

Delegation by Commissioner

(2) The Commissioner may authorize any member of his or her staff to exercise any power or perform any duty of the Commissioner referred to in this Part.

Application of section

108.—(1) This section applies to every person engaged in the administration of this Part, including a member of a police force.

Confidentiality, exceptions

1987, c. 25

(2) A person shall preserve secrecy in respect of all information obtained in the course of his or her duties and not contained in a record as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987*, and shall not communicate such information to any other person except,

(a) in accordance with subsection (3);

(b) as may be required for law enforcement purposes; or

(c) with the consent of the person, if any, to whom the information relates.

Permitted disclosure

(3) A person may communicate information obtained in the course of his or her duties,

(a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations; or

(b) to his or her counsel.

Non-compellability

(4) No person shall be required to testify in a civil proceeding with regard to information obtained in the course of his or her duties, except at a hearing held under this Part or at a disciplinary hearing held under Part V.

Inadmissibility of documents

(5) No document prepared under this Part as the result of a complaint and no statement referred to in subsection 96 (6) (statements made during attempt at informal resolution) is admissible in a civil proceeding, except at a hearing held under this Part or at a disciplinary hearing held under Part V.

Non-application of R.S.O. 1980, c. 325

109. The *Ombudsman Act* does not apply to anything done under this Part.

Agreement for contributions

110. The Attorney General may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into an agreement with a municipality providing for its payment to the Treasurer of Ontario, on such conditions as may be agreed upon, of contributions in respect of the amounts required for the purposes of this Part.

Offence

111. A person who contravenes subsection 96 (4) (photography at hearing), 100 (6) (obstructing Commissioner) or 108 (2) (confidentiality) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than $2,000.

Definition

1984, c. 63

112.—(1) In subsection (2), "former Act" means the *Metropolitan Toronto Police Force Complaints Act, 1984*.

Transition, complaints under former Act

(2) Despite the repeal of the former Act by subsection 148 (1), complaints made under the former Act before the day this Act comes into force shall be dealt with in accordance with the former Act, except that hearings before boards of inquiry that are constituted after the day this Act comes into force shall be conducted in accordance with this Part.

PART VII

SPECIAL INVESTIGATIONS

Special investigations unit

113.—(1) There shall be a special investigations unit of the Ministry of the Solicitor General.

Composition

(2) The unit shall consist of a director appointed by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Solicitor General and investigators appointed under the *Public Service Act*.

R.S.O. 1980, c. 418

Idem

(3) A person who is a police officer or former police officer shall not be appointed as director, and persons who are police officers shall not be appointed as investigators.

Peace officers

(4) The director and investigators are peace officers.